

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE  
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1700 - 9 février 2001 - prix : 9F

## Sirven arrêté

**C'est toute leur  
organisation  
sociale qui sue  
la corruption**

## Retraites

**Le MEDEF continue  
ses attaques**

(page 5)



## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Sans-papiers : non à la répression  
Incendie de Saint-Denis
- 5 - Retraites : Seillière en remet une couche  
- Refus des classes surchargées (Paris 19<sup>e</sup>)
- 6 - Parlement européen : cadeaux au patronat
- 7 - Affaire Elf-Dumas : retour de Sirven

### Tribune

- 6 - Après le 25 janvier : front uni des syndicats... autour d'une table ronde

### Dans le monde

- 7 - Israël : Sharon vainqueur aux élections
- 8 - Inde : après le tremblement de terre
- 9 - Turquie : ses scandales, sa corruption et ses injustices  
- Le parlement français et le génocide arménien
- 16 - Russie : crise du pouvoir, « de l'énergie »...

### Dans les entreprises

- 10 - Journée nationale dans le hôpitaux  
- Quincaillerie Decaup (Bordeaux)
- 11 - RATP : grève du 1<sup>er</sup> février  
- Alstom (la Courneuve - Seine-Saint-Denis)
- 12 - La Poste - Paris 10<sup>e</sup>  
- La Poste - Lyon  
- Usine chimique de Pont-de-Claix (Isère)
- 13 - Danone (Evry - Essonne)  
- LU (Château-Thierry - Aisne)  
- SKF (région de Tours)

### Il y a 10 ans

- 14 - Haïti, 7 février 1991 : Aristide élu

### Lire et voir

- 15 - Lire: *Au pays de la cloche fêlée* de Ngo Van  
- Voir: *La ville est tranquille* de Robert Guédiguan

# PROCHAINES RÉUNIONS PUBLIQUES de soutien aux listes Lutte Ouvrière aux élections municipales avec Arlette LAGUILLER

## • COMPIÈGNE

avec Jean-Marc ISKIN  
**Jeudi 8 février**  
**à 20 heures**  
au Centre de rencontres  
de la Victoire

## • LIMOGES

avec Claudine  
ROUSSIE  
**Vendredi 9 février**  
**à 20 h 30**  
Salle du temps libre  
(derrière la mairie)

## • MÉRIGNAC

avec Nelly MALATY  
**Samedi 10 février**  
**à 20 h 30**  
au Krakatoa  
3, avenue Victor-Hugo

## • MULHOUSE

avec Françoise RUCH  
**Jeudi 15 février**  
**à 20 h 30**  
Salle de la Bourse

## • CHALON- SUR-SAÔNE

avec Pascal DUFRAIGNE  
**Vendredi 16 février**  
**à 20 heures**  
Salle du Clos-Bourguignon

## • SAINT-NAZAIRE

avec Jean-Claude  
SAINT-ARROMAN  
**Mercredi 21 février**  
**à 20 h 30**  
Maison du Peuple  
de Saint-Nazaire  
Place Marceau

## • ROUEN

avec Gisèle LAPEYRE  
**Vendredi 23 février**  
**à 20 h 30**  
Halle aux Toiles

## • MARSEILLE

avec Sylvie MOYEN  
**Samedi 24 février**  
**à 15 heures**  
Salle le Château-des-Fleurs  
16, bd Michelet  
Métro Rond-Point-du-Prado

## • LILLE

avec Nicole BAUDRIN  
**Lundi 26 février**  
**à 20 heures**  
Salle du Gymnase  
Place Sébastopol

## • LE MANS

avec François GARCIA  
et Yves CHEERE  
**Mercredi 28 février**  
**à 20 heures**  
Salle des Concerts  
56, rue du Port  
(près de la médiathèque)

## • GRENOBLE

avec Roland CALMEL  
**Jeudi 1<sup>er</sup> mars**  
**à 18 h 30**  
Alpexpo - tram ligne A -  
arrêt Alpexpo

## • PARIS

**Vendredi 2 mars**  
**à 20 h 30**  
Salle de la Mutualité,  
24, rue Saint-Victor  
à Paris (5<sup>e</sup>)  
Métro :  
Maubert- Mutualité

## • TOURS

avec Etienne  
CHERBLANC,  
Jean-Jacques  
PRODHOMME  
et Michel DEGUET  
**Mardi 6 mars**  
**à 20 h 30**  
Salle polyvalente des Halles  
Place Gaston-Pailhou

## • LYON

avec Marie-Christine  
PERNIN  
**Mercredi 7 mars**  
**à 20 h 30**  
Mairie du 6<sup>e</sup>  
Salle Victor-Hugo  
33, rue Bossuet  
(métro Masséna)

## • CLERMONT- FERRAND

avec Daniel SEGUY  
**Jeudi 8 mars**  
**à 20 h 30**  
Maison du Peuple  
Place de la Liberté

## AUTRES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

### LES LILAS (Seine-Saint-Denis)

avec Dominique  
PETITJEAN  
**Jeudi 22 février**  
**à 20 h 30**  
Gymnase Liberté  
30, bd de la Liberté

### PANTIN (Seine-Saint-Denis)

avec Armonie BORDES  
**Vendredi 23 février**  
**à 19 h 30**  
Salle André-Breton  
25 ter, rue du Pré-Saint-Gervais  
Métro Hoche

### COLOMIERS (Haute-Garonne)

avec Michèle PUEL  
et Jacqueline SANTI  
**Mercredi 28 février**  
**à 20 h 30**  
Centre associatif, salle n° 5  
Place du Cantal à Colomiers

## LUTTE OUVRIÈRE

**Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste**

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

### LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12 400 exemplaires. Composition: [ET Associés]. Impression: Foto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

## SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .....  
PRÉNOM: .....  
ADRESSE: .....  
CODE POSTAL et VILLE: .....  
COMPLÈMENT D'ADRESSE: .....  
Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: .....  
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de: .....  
Règlement:  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins  
d'entreprise du 5 février 2001

### Sirven arrêté

# C'EST TOUTE LEUR ORGANISATION SOCIALE QUI SUE LA CORRUPTION

■ Parlera-t-il ou pas, après quatre ans de cavale, grâce à des complicités, et un retour rocambolesque des Philippines ? Alfred Sirven, ex-numéro 2 de la société pétrolière Elf, présenté comme le principal instigateur dans les affaires de corruption d'Elf, a en tout cas affirmé qu'il pourrait donner le nom d'au moins une centaine de personnages politiques mouillés dans ces affaires. De quoi « faire sauter vingt fois la République », aurait-il déclaré.

Bluff ou vérité ? L'implication de Roland Dumas, ex-ministre, ex-président du Conseil constitutionnel, quatrième personnage donc de l'Etat, dans les sombres affaires d'Elf montre en tout cas que c'est vraisemblable. Comment imaginer d'ailleurs que l'Etat, jusqu'à ses plus hauts sommets, n'ait pas connu l'ampleur des activités de corruption pratiquées par Elf ? Car, si Sirven est accusé d'avoir usé de la corruption à des fins personnelles, c'est bien Elf qui a utilisé une partie de ses profits gigantesques pour constituer un fonds destiné à acheter des dirigeants politiques, en France comme dans les nombreux pays où il possède des intérêts.

Elf est intégré aujourd'hui dans le trust TotalFinaElf qui vient d'annoncer pour l'année dernière le plus gros profit jamais réalisé par une entreprise française ! Cette société pétrolière réalise à elle seule un chiffre d'affaires qui représen-

te près de la moitié du budget total de l'Etat français ! C'est une puissance. Elle se comporte en maître avec les Etats dans une multitude de pays dans lesquels se trouvent ses gisements pétroliers. Dans nombre de ces pays, Elf, c'est l'Etat français, et l'Etat français, c'est Elf. Les affaires de l'un et de l'autre sont indissociables, comme le sont le réseau mondial d'intérêts du groupe pétrolier et les réseaux de l'Etat, de ses diplomates et de ses services secrets.

Mais la société pétrolière n'est pas la seule de son espèce. Il y a une véritable fusion entre l'Etat et les groupes industriels et financiers les plus puissants. Fusion facilitée encore par les navettes des dirigeants politiques entre les places de ministres et les positions de hauts cadres dans des trusts privés. Martine Aubry, qui est passée de la place de directrice du trust Péchiney à la tête du ministère du Travail, n'est qu'un des noms sur une longue liste de carrières similaires - à commencer par celle de l'ancien Premier ministre Balladur.

Même un second rôle de l'affaire Elf comme Christine Deviers-Joncour, payée pour qu'elle intervienne auprès de Roland Dumas alors ministre, s'est vu offrir 17 millions de francs pour un pied-à-terre, assez vaste pour y caser une dizaine de F2 de HLM !

Que touchent donc les corrompus plus haut placés, ceux-là même qui prêchent les sacri-

fices et l'austérité pour des travailleurs gagnant 6 000 ou 7 000 F par mois ? Et combien cela rapporte aux corrupteurs ?

L'affaire Sirven pourrait n'être qu'un mauvais roman policier, mêlant affairistes pourris et politiciens véreux, demi-mondaine et exotisme. Mais c'est nous qui payons le prix de la réalité derrière le roman. Car les profits qui alimentent la corruption des individus et la pourriture du système sont obtenus en surexploitant les travailleurs, en leur imposant des bas salaires, la flexibilité, les plans de suppression d'emplois, en puisant dans les caisses de l'Etat et en pillant les pays pauvres. La réalité protégée par le secret d'Etat, le secret des affaires, c'est la mainmise sur l'économie d'un nombre limité de grands groupes capitalistes, fusionnés avec l'Etat et dont la puissance est plus grande que celle de n'importe quel dirigeant.

Les classes laborieuses, principales victimes, n'ont peut-être pas encore, aujourd'hui, les moyens de mettre fin à ce système. Mais il faut au moins profiter de l'occasion offerte par les élections pour montrer aux partisans qui se succèdent au gouvernement et qui sont à plat ventre devant les grands groupes capitalistes, que nous ne sommes pas dupes et n'accepterons pas éternellement de nous crever au travail pour entretenir les parasites, petits et grands !

Arlette LAGUILLER

## NON AUX EXPULSIONS NON AUX CONDAMNATIONS ET AUX ARRESTATIONS DES SANS-PAPIERS

A quelques semaines des élections municipales, le gouvernement a durci encore son attitude vis-à-vis des sans-papiers. Les sans-papiers et les associations qui, le dimanche 4 février, ont tenté d'occuper l'église Saint-Bernard à Paris, sont en train d'en faire la tragique vérification. Non seulement ils ont été expulsés manu militari de l'église, mais ceux qui parmi eux ont été arrêtés sont victimes d'une intransigeance gouvernementale inacceptable.

C'est ainsi que deux sans-papiers d'origine marocaine ont été expulsés hors du territoire avant même tout

procès. Neuf autres comparaissent devant un tribunal à Paris, le 7 février.

Vaillant veut faire un exemple; il veut se donner l'allure d'un ministre à poigne décidé à ne rien céder à des hommes et des femmes déboutés de leur demande de régularisation pour plaire à la fraction de l'électorat sensible à la propagande xénophobe et réactionnaire afin de glaner quelques voix.

C'est révoltant. Les expulsions, les arrestations, les détentions sont inacceptables. Lutte Ouvrière proteste et s'associe à tous ceux que ces mesures indignent et veulent le faire savoir.

## Incendie de Saint-Denis

# QUAND LE MARCHÉ LIBRE SÈME LA MORT

**Au moins sept personnes dont cinq enfants sont mortes dans l'incendie d'un taudis de Saint-Denis dans la nuit du 2 au 3 février. Le feu est peut-être d'origine criminelle, disent les enquêteurs, peut-être l'œuvre d'un de ces margoulinis qui rackettent les locataires de logements vétustes. Cela souligne crûment la responsabilité des propriétaires qui contraignent des femmes, des hommes et des enfants à vivre dans les conditions où s'entassaient les locataires de cet immeuble. Mais aussi, de manière plus générale, la responsabilité du marché dit libre, qui génère une telle situation.**

Une centaine d'habitants, en majorité originaires du Congo, d'Afrique du Nord ou du Cap Vert, y habitaient. Les pompiers ont décrit ces F3 où vivent une dizaine de personnes, dormant à cinq ou six dans la cuisine et autant dans la salle de séjour. Les locataires payaient, probablement fort cher, le droit de s'entasser ainsi, à des propriétaires qui se contentaient d'empocher les loyers sans se soucier aucunement des conditions d'hygiène et de sécurité minimum.

Mais si des travailleurs, pourtant régulièrement employés et

parfois depuis des années, en sont réduits à se livrer à ces marchands de sommeil, c'est bien parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. La pénurie de logements a créé une situation extrêmement difficile pour les plus démunis, qui ont bien du mal à réunir les garanties, de plus en plus exorbitantes, qui leur sont réclamées. Il faut disposer de fiches de paye et d'un salaire suffisant, et avoir de l'argent d'avance pour les cautions. Les margoulinis, qui prospèrent sur les plus démunis, se sentent encore plus en situation d'impunité avec les locataires dont ils savent que les

papiers ne sont pas en règle. Pourquoi se soucieraient-ils de fournir des logements décentes et bien entretenus à des locataires qui n'ont pas la possibilité d'exercer un recours? Disposer d'un toit décent reste encore un cauchemar pour une partie de la population, et cela à une époque où un bâtiment aussi élaboré que le grand stade de Saint-Denis, qui jouxte presque l'immeuble ravagé par les flammes, a pu être construit en un rien de temps.

L'insalubrité dans laquelle se débattent les habitants de ces taudis est connue des pouvoirs publics. Mais les recours existants, même pour une municipalité, sont difficiles et longs, comme l'a souligné le maire de Saint-Denis.

Les lois sont d'abord faites pour protéger la propriété privée de ceux qui ont des biens, immobiliers ou autres. Elles ne sont pas faites pour contraindre les propriétaires, même quand il s'agit d'escrocs sans scrupules. En revanche la loi fonctionne quand il s'agit de procéder à des saisies ou à des expulsions contre des travailleurs dans l'embarras et incapables de régler des loyers impayés.

Daniel MESCLA

## Médicaments génériques contre le Sida LES TRUSTS PHARMACEUTIQUES DES ÉTATS-UNIS SOIGNENT LEURS PROFITS

Les Etats-Unis ont porté plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contre la fabrication de médicaments génériques par le Brésil. Le gouvernement américain prend ainsi la défense de ses trusts pharmaceutiques qui, selon la presse, ont « voté républicain » en versant des millions de dollars pour la campagne de Bush junior. Ils en ont les moyens: les cinq premiers d'entre eux (Merck, Pfizer, Bristol Myers Squibb, Johnson & Johnson et American Home) réalisent une cinquantaine de milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Le gouvernement américain conteste donc la légalité internationale d'une loi brésilienne de 1996 concernant les brevets. Selon cette loi, si un médicament n'est pas produit au Brésil par la firme qui en possède le brevet, le gouvernement brésilien peut le

produire lui-même, ou autoriser un industriel local à le faire. C'est d'ailleurs ce que prévoient les accords internationaux en cas d'urgence sanitaire. Et c'est bien la moindre des choses. La firme propriétaire du brevet peut choisir de produire au Brésil, à des conditions négociées. Mais cela risque d'écorner quelque peu les profits des trusts qui ont le monopole.

Cette fois, il s'agit du sida. Le secteur public brésilien produit des médicaments contre cette maladie, vendus bon marché, et même distribués gratuitement à 90 000 personnes. Selon Médecins Sans Frontières, le taux de mortalité due au sida aurait de ce fait diminué de moitié au Brésil, qui aurait de plus économisé, entre 1997 et 1999, 422 millions de dollars en frais médicaux et d'hospitalisation.

Aux prix des médicaments importés des Etats-Unis, la

majorité de ces personnes ne pourraient se soigner. Seule la minorité la plus aisée pourrait le faire. Les profits des trusts seraient donc limités car le marché solvable l'est aussi. Mais il n'y a pas de petits profits.

L'affaire brésilienne recèle pour les trusts une autre menace. Le Brésil pourrait produire cinq fois plus de médicaments contre le sida et en exporter à bas prix dans le monde entier. Voilà l'argument qui pourrait amener les requins de la pharmacie à négocier avec le gouvernement brésilien, qui veut tout simplement lutter contre le fléau sur son territoire, et surtout pas déclarer la guerre aux trusts qui règnent sur l'économie.

Mais ces derniers, par Etat interposé, ne tolèrent pas qu'on les concurrence. Édifiant!

Vincent GELAS

## CHR de Besançon DES BACTÉRIES ... PAR LÉGIONS

Des légionelles colonisent les canalisations et les ballons d'eau chaude de l'hôpital Saint-Jacques, au centre ville. Une note de service du CLIN (Comité de lutte contre les infections nosocomiales) en date du 24 janvier interdit les douches sur l'établissement, et dans certains secteurs comme la maternité, les pommeaux de douche ont été enlevés.

Cette bactérie se multiplie dans les installations d'eau à 40-45° (douches, climatisation...) et contamine les personnes par inhalation. Dans 15 % des cas la maladie du légionnaire est mortelle.

Le déménagement d'une partie des services à l'automne 1999 a vidé des ailes de l'hôpital, transformant ainsi des canalisations en « bras morts ». Les colonies de légionelles s'y développent à qui mieux-mieux comme dans un bouillon de culture. Tout le réseau est touché et si, dans certaines douches la concentra-

tion en bactéries est 30 fois supérieure à ce qui est normalement toléré, elle atteint des pics bien plus élevés encore dans les ballons d'eau chaude eux-mêmes.

Il semble n'y avoir eu qu'un patient contaminé, mais la direction a fait tomber une telle chape de plomb sur le problème qu'on ne peut s'empêcher de se poser des questions. En fin de semaine, elle va faire réaliser un choc thermique (envoyer de l'eau entre 55 et 70°) dans les canalisations pour tuer les légionelles. S'est-elle donné les moyens de prévenir ce problème en vidangeant régulièrement ces « bras morts » et va-t-elle en faire une priorité si les analyses d'eau redeviennent à nouveau bonnes? Visiblement, on peut en douter car elle continue à laisser cette tâche de purge à une équipe technique qui est déjà en sous-effectif.

Voilà qui malheureusement en dit assez long.

Correspondant LO

Retraites

# SEILLIÈRE EN REMET UNE COUCHE

■ Le 9 février, les négociations devraient reprendre entre le MEDEF et les organisations syndicales au sujet des retraites. Seillière, président du MEDEF, n'a pas changé sa position d'un iota. C'est ce qu'il a réaffirmé lors du « Grand Jury RTL-Le Monde » du 4 février.

## Le pseudo-recul sur les retraites complémentaires

Il a déclaré que les salariés n'avaient pas à redouter la diminution de leurs retraites complémentaires, suite au refus du MEDEF de verser les cotisations à l'ASF.

Car, soit le MEDEF continuera à cotiser s'il y a accord avec les syndicats, soit il le fera si le gouvernement l'y oblige.

Le MEDEF veut démontrer que ce n'est que contraint et forcé qu'il « cède » sur les retraites complémentaires.

Ce refus de cotiser à l'ASF n'est, en fait, qu'une manœuvre du MEDEF. Car ce ne sont pas tant les retraites complémentaires qui sont dans le collimateur du MEDEF, que les retraites elles-mêmes. Le MEDEF a voulu ainsi faire pression afin d'emporter le gros morceau de l'allongement de la durée de cotisation. Avec pour conséquence la diminution du montant des retraites, car les salariés ayant connu le chômage, le temps partiel, les femmes qui ont dû cesser le travail pour élever leurs enfants, etc., n'auront de

toute façon pas la durée requise, et du coup la retraite à taux plein.

Et cette manœuvre du MEDEF ne rencontre pas l'opposition ferme et décidée qui serait la seule réponse à ses arrogantes prétentions, car l'ensemble des syndicats se précipitent, satisfaits que le MEDEF daigne accepter de renouer le dialogue. La CFDT avait même fait de la reprise des négociations le but affiché de sa participation à la manifestation du 25 janvier...

Les syndicats présenteraient d'ailleurs comme une victoire une reprise, même provisoire, des cotisations du MEDEF à l'ASF.

## Qu'y a-t-il à négocier ?

Seillière prend des pauses, répète qu'il faut agir et ne pas mollir, qu'il faut « regarder en face un énorme problème inscrit dans la vérité démographique ». C'est toujours le même pseudo-argument qu'il nous ressort. Et le gouvernement est à l'unisson. Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi, déclare elle aussi : « Il ne faut pas perdre de temps, il y a un problème démographique. »

Seulement il y a une autre



« Le Medef doit négocier », réclamait la CFDT le 25 janvier. Mais négocier pour quel objectif ?

vérité dont ne parlent ni Seillière, ni Guigou, ni la plupart des représentants syndicaux. C'est que les salariés qui partent aujourd'hui à la retraite ont créé durant leur vie de labeur infiniment plus de richesses que la génération d'avant. Et cette richesse, due à la hausse continue de la productivité, devrait permettre à l'ensemble des salariés d'en profiter et pas seulement le baron Seillière et les grands patrons. A quoi bon le progrès, à quoi bon l'amélioration des techniques, si c'est pour s'entendre annoncer, après une vie de travail, qu'il faut travailler encore quelques années de plus ou se retrouver à vivre avec des

moyens misérables ?

Une « vérité » que Seillière et consort escamotent, c'est qu'il existe dans le pays, selon les chiffres officiels, 2,3 millions de chômeurs. Davantage, en réalité.

Comment le patronat peut-il justifier qu'il fournira du travail à ceux dont il veut retarder le moment du départ à la retraite, alors qu'il n'en propose pas aux chômeurs ?

Pas plus qu'il n'évoque le fait que le patronat fait souvent partir, dans le cadre de plans sociaux, de nombreux salariés en retraite anticipée pour les remplacer souvent par des plus jeunes moins payés.

La véritable revendication

qu'il conviendrait d'imposer, ce n'est pas seulement de se limiter à la défense des acquis, même si cette défense est importante, mais ce serait au moins de réclamer le retour aux 37 ans et demi de cotisations pour le secteur privé, que Balladur a supprimés il n'y a pas si longtemps. Ce que d'ailleurs revendiquaient de nombreuses banderoles dans la manifestation du 25 janvier.

Seulement pour cela il faudrait amplifier, élargir les luttes, et pas des parlottes avec le MEDEF, dont on sait que ce ne sont que des diversions sur un terrain et dans un cadre imposés par le patronat.

André VICTOR

## Refus des classes surchargées dans les collèges de Paris 19<sup>e</sup>

Mardi 6 février, enseignants et parents d'élèves des collèges du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris ont manifesté dans le quartier, puis se sont réunis à la Mairie pour faire le bilan d'une situation qui n'est pas brillante. Neuf collèges, sur onze, étaient représentés et, partout, il y a le même manque de locaux et des classes surchargées. L'école primaire de la rue de Tanger, en grève pour réclamer des locaux corrects (les fenêtres du bâtiment sont étayées depuis deux ans !) et l'ouverture de classes supplémentaires, les ont rejoints.

Cet arrondissement est l'un des plus peuplés et des plus jeunes de la capitale,

avec des habitants de milieux populaires, voire défavorisés. Des logements ont été construits, dans la zone de la Villette, mais écoles et collèges n'ont pas suivi : on entasse donc les enfants dans les locaux existants. De plus, le collège Rouault, dévasté lors de la tempête de décembre 1999, n'est toujours pas réparé, élèves et professeurs continuent à être hébergés dans un lycée du XII<sup>e</sup> arrondissement, ce qui n'est pas la porte à côté.

Au collège Georges-Brassens, nous avons des locaux neufs ; mais construit pour 600 élèves, il en accueille actuellement 800. Alors, quand nous avons

appris que nous devrions accueillir deux classes supplémentaires à la rentrée prochaine, la colère a éclaté. En grève, nous avons fait le tour des autres collèges et des écoles de l'arrondissement. Le mouvement s'est étendu, recueillant le soutien des parents d'élèves. Ce n'est pas en surchargeant les locaux et les classes que les élèves en difficulté, ou d'origine étrangère, maîtrisant mal le français, pourront s'en sortir. Au collège Georges Brassens, 57% des élèves sont issus de familles en grande difficulté économique – contre 23% il y a cinq ans. En réclamant d'être classé ZEP (zone

d'éducation prioritaire), nous demandons en fait que le nombre d'élèves soit limité à 24 par classe, et non 28 comme c'est le cas actuellement.

Nous réclamons la construction d'un nouveau collège pour désengorger ceux existants. Ségolène Royal avait affirmé que la norme devait être de 500 élèves par collège au maximum, ils en ont tous entre 600 et 800, 5 élèves au mètre carré à Georges-Brassens.

Cette revendication est jugée « irréaliste » par le rectorat de Paris, qui nous accuse aussi d'être « irresponsables » parce que nous refusons d'accueillir deux

classes supplémentaires (le rectorat avait essayé de caser ces classes en sollicitant à tour de rôle chacun des collèges !).

Les candidats à l'élection municipale font de la surenchère verbale. On nous avait promis ce nouveau collège pour 2001, puis 2002, 2003 ; maintenant, il serait, paraît-il, construit pour la rentrée 2004. Mais des promesses en l'air, nous commençons à en avoir assez et nous poursuivons la grève à Georges-Brassens, de même qu'à l'école élémentaire de la rue de Tanger, qui attend des travaux de réhabilitation depuis deux ans.

Correspondant LO

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Après le 25 janvier FRONT UNI DES SYNDICATS... AUTOUR D'UNE TABLE RONDE

Le 25 janvier, 300 000 travailleurs manifestaient dans toute la France, pour défendre les retraites contre le Medef. Le 30, c'était au tour de 100 000 à 120 000 fonctionnaires de montrer leur colère, cette fois contre le gouvernement, qui prétend bloquer leurs salaires en leur accordant une généreuse augmentation de 0,5 % pour cette année.

Le gouvernement et le Medef n'ont pas pour autant rabattu de leur superbe. Le ministre de la Fonction publique Sapin ne lâche pas la moindre miette. Seillière, dimanche dernier, a encore répété sa « solution » au soi-disant problème des retraites : « la prolongation de la durée de cotisation et une pincée de capitalisation », soit 45 ans de cotisation pour tous et des fonds de pension, du moins pour ceux qui ont encore les moyens de laisser les capitalistes jouer leur retraite à la bourse. Grand seigneur, il a tout juste consenti à faire quelques exercices d'assouplissement en offrant quelques cadeaux qu'il avait depuis longtemps dans sa réserve, comme la « retraite à la carte », que défend surtout la CFDT, c'est-à-dire le droit de partir avant 60 ans pour ceux qui auraient déjà fait leur plein de cotisations. Une grosse ficelle démagogique et un clin d'œil en direction des salariés qui ont commencé à travailler très jeunes, généralement dans les emplois les plus durs, mais qui vise surtout à diviser les travailleurs.

En tout cas, le Medef a au moins le mérite d'annoncer la couleur. On ne peut pas en dire autant des confédérations syndicales.

### Un mur... avec des failles

Oh, bien sûr, elles ont mobilisé le 25, et elles ont constitué un front syndical, assez inédit, pour défendre le droit à la retraite à 60 ans. Encore que sur le fond, le mur qu'elles prétendent opposer aux projets du patronat laisse voir quelques failles ! La CFDT se distingue en disant qu'à son avis « une réforme globale est nécessaire, pour tous les régimes » (voilà le patronat presque débordé sur sa droite !), alors que Nicole Notat, pour sa part, a expliqué dans une interview qu'elle était prête au dialogue sur tous les points du dossier des retraites, « y compris la durée de cotisation », pourvu que soit garanti le niveau des pensions versées. La CGT se donne l'air plus radical, mais Bernard Thibault a reconnu l'existence d'un problème des retraites, tout en affirmant que la durée de cotisation n'est pas « la seule variable » à prendre en compte...

Surtout, les centrales syndicales limitent, consciemment, le rapport de force des travailleurs contre le patronat et le gouvernement.

Le numéro 13 (janvier-février) de *Convergences révolutionnaires* est paru. Au sommaire un dossier sur « la vache folle et les dérives de l'agriculture capitaliste », des articles sur le travail de nuit des femmes, le service public d'accueil de la petite enfance, la Corse, l'offensive de Poutine contre les travailleurs russes, la grève à l'imprimerie nationale, les 35 heures dans le trust Axa.

Pour se procurer ce numéro écrire à Lutte Ouvrière, pour la fraction.  
Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Dès avant le 25, les organisations syndicales de fonctionnaires ont contribué à limiter la mobilisation. Elles avaient appelé les fonctionnaires à lutter pour les salaires le 18, et cette journée avait été un relatif succès. Nombre de salariés du public pouvaient s'attendre à transformer l'essai, en manifestant une seconde fois le 25, au coude à coude avec le privé, pour les retraites et les salaires. La CFDT et l'UNSA y ont mis leur veto, sous le prétexte fallacieux qu'il ne faudrait pas mélanger les revendications, les retraites et les salaires, ni les adversaires, le gouvernement et les patrons. FO et la FSU, qui avaient dit souhaiter la convergence des luttes, se sont bien gardés de passer outre à ce veto. Sous prétexte de « l'unité syndicale » à préserver à tout prix elles ont appelé à manifester le 25 mais à faire du 30 la vraie journée de grève dans la fonction publique. C'est-à-dire qu'elles ont préféré l'unité des directions syndicales pour saucissonner les mouvements, limiter le rapport de force dans la rue, et ne pas gêner le gouvernement, à l'unité des travailleurs qui aspiraient à se défendre le plus efficacement possible, tous ensemble dans la rue !

Maintenant que le 25 et le 30 ont tout de même été des succès, la comédie continue. La RATP et d'autres transports urbains étaient en grève le 1er février, les hôpitaux le sont le 6 février, mais aucune suite n'est encore annoncée au 25. Les directions syndicales n'ont eu qu'une hâte : répondre à l'appel du Medef à reprendre les négociations le 9 février. Les cinq centrales se sont entendues non sur de nouvelles étapes de mobilisation, mais sur leur attitude autour du tapis vert. Comme le résume un responsable de la CFDT, « ne pas répondre au diktat par le diktat ». Le négociateur de FO s'est fait presque menaçant : « Quoique fasse le Medef, nous resterons assis dans la salle » !

### Battre le fer tant qu'il est chaud

Les confédérations proposent au patronat une sorte de trêve : ne rien décider avant 2003. C'est-à-dire avant les élections que la gauche plurielle compte bien gagner !

Pourtant, c'est bien aujourd'hui qu'il faudrait battre le fer tant qu'il est chaud, pour que le voleur rende gorge ! Le mouvement ouvrier a sa propre solution pour financer les retraites : augmenter les salaires et imposer des embauches massives. Et il pourrait avoir sa méthode : la lutte, tous ensemble, dans le public comme dans le privé.

Ce serait la suite à donner aux mobilisations de ces dernières semaines, avec ou sans l'aval de certaines directions syndicales.

Bernard RUDELLI

## Parlement européen

# UN TRAIN... DE NOUVEAUX CADEAUX AU PATRONAT

Echo d'une bagarre politique franco-française au Parlement européen, lors de sa mini-session de fin janvier, six de ses élus français, partisans de De Villiers, ont annoncé en séance démissionner du groupe UEN, où restent les amis de Pasqua. En attendant de nouvelles révélations sur le mode de financement de la campagne européenne de 1999 des uns et des autres, via certains casinos, voire trafics d'armes avec l'Afrique ?

Justement, le Parlement européen avait à discuter de la lutte contre la criminalité organisée (blanchiment d'argent, trafics de drogue, etc.). Le rapport sur lequel les élus européennes de Lutte Ouvrière se sont abstenues ne pouvait que constater ce que l'on sait déjà : la diversité, sinon l'incompatibilité des législations nationales européennes en la matière, offre bien des échappatoires à cette forme de délinquance de haut vol... d'autant plus que certains Etats semblent bien peu empressés à la poursuivre. Parce que leurs banquiers, notamment, y trouvent leur compte, ce qui fournit un excellent alibi aux autres Etats.

Toujours côté financement : les élus de Lutte Ouvrière ont voté contre le rapport Mann sur « la promotion de la coopération et des relations commerciales » entre l'Union européenne, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australie. Il s'agit, selon ce rapport, de créer « une ligne budgétaire unique pour financer » les activités des entreprises exportatrices

européennes. Bref, de nouvelles subventions au patronat.

Dans la même veine, deux rapports concernant la libéralisation, c'est-à-dire la privatisation, du transport ferroviaire venaient en discussion lors de la présidence française de l'Union européenne, fin 2000, le ministre français des Transports Jean-Claude Gayssot avait sur ce sujet chapeauté un accord dit de « conciliation ». Et il s'est félicité de « cette décision essentielle pour l'avenir du trafic ferroviaire ». Le rapporteur du Parlement européen, un député de droite allemand, a mis les points sur les « i » en se disant satisfait « d'une décision qui ouvre la voie à de nouvelles perspectives pour la libéralisation du transport ferroviaire de passagers ».

Le groupe GUE (Gauche unitaire européenne) du Parlement européen, présidé par Francis Wurtz, membre de la direction du PCF, décidait de s'abstenir, sans doute pour ne pas gâcher la satisfaction de Gayssot.

Les élus de Lutte Ouvrière, ont voté contre, en expliquant : « Ni les usagers, ni la population en général n'ont rien de bon à attendre de la privatisation des services publics. Ni les travailleurs de ce secteur (celui du rail) qui dénoncent et combattent la libéralisation-privatisation et ses ravages pour l'emploi et les conditions de travail. Et nous sommes bien sûr totalement solidaires de ces travailleurs, et de leurs organisations syndicales quand elles dénoncent ces méfaits ».

## LUTTE DE CLASSE

N° 56 janvier 2001

- Sécurité alimentaire et insécurité capitaliste.
- Italie, Allemagne, France : les Verts au gouvernement. La vraie nature des écologistes.
- États-Unis : les élections ont enlevé sa feuille de vigne à la démocratie.
- Côte-d'Ivoire : Une « deuxième République » née dans la tricherie électorale et la violence ethniste.
- Sierra Leone : Les diamants, enjeu d'une guerre civile sanglante et de l'intervention impérialiste.
- Tribune de la minorité  
Entre guerre et paix : de nouvelles menaces pour le peuple palestinien.



Prix : 10F - Envoi contre 12F en timbres

## Affaire Elf-Dumas

Le dernier rebondissement de l'affaire Elf/Dumas ne suffit pas à masquer la nauséabonde réalité des méthodes politico-mafieuses de l'un des premiers trusts pétroliers français, Elf (racheté depuis par Total).

Car le procès des frasques du grand commis de la bourgeoisie Roland Dumas, c'est l'affaire Elf vue par le trou de la serrure. Depuis, les médias ont fait leurs choux gras de l'arrestation de Sirven, grâce à qui on allait enfin tout savoir. Comme si l'on ne savait pas l'essentiel des agissements et des coups tordus d'Elf.

Ce groupe pétrolier Elf-Aquitaine avait été fondé par le général de Gaulle pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, en fait pour piller les richesses du sous-sol, allant jusqu'à soutenir les dictatures les plus sanglantes.

Fondateur des services spéciaux, Pierre Guillaumat en devint son premier PDG. Dès sa naissance, Elf fut marqué du sceau des services secrets, des coups fourrés qui en découlent, s'entourant de personnages plus ou moins douteux, servant tout autant les intérêts du trust, de l'impérialisme, que les leurs au passage.

Ce n'est pas un hasard si, après une sélection rigoureuse, Alfred Sirven accéda tout naturellement aux plus hautes fonctions chez Elf : il avait les qualités requises.

Aventurier engagé dans la guerre de Corée, Alfred Sirven

# ALFRED SIRVEN OU L'UTILISATION DES COMPÉTENCES

connut des débuts très prometteurs (premiers braquages dans le Japon d'après-guerre). Directeur à poigne des relations sociales chez Mobil Oil, il confirma l'essai quelques années plus tard après être sorti de prison. Petit passage chez Bendix et aux relations humaines de Moulinex pour parfaire son éducation. Dans les années 1980, il fréquente Loïk Le Floch-Prigent, alors président de Rhône-Poulenc, et Serge Tchuruk, aujourd'hui grand patron d'Alcatel. Enfin il arrive au sommet, devenant le second de Le Floch-Prigent à la tête d'Elf de 1988 à 1991.

Directeur des « affaires générales » durant toutes ces années, Sirven jonglait avec les millions, issus du pillage des réserves pétrolières de l'Afrique équatoriale. A plusieurs reprises Loïk Le Floch-Prigent a avoué qu'Elf avait volé tout simplement des millions de tonnes de pétrole au Congo-Brazzaville, au Gabon, à l'Angola pour pouvoir alimenter les caisses noires du groupe. Sirven disposant d'une réserve annuelle de 10 millions de francs qu'il utilisait à sa guise pour corrompre chefs d'Etats, diplomates ou chefs d'entreprises et aussi qui bon lui semblait. C'est pourquoi il en mit tout naturellement quelques-uns à sa disposition.

Bref, l'homme arrêté par la police française à Manille a le profil de sa fonction. A son tour, il sera entendu par la justice tout comme son ennemi personnel, l'autre « Monsieur Afrique » d'Elf, André Tarallo, lié au clan gaulliste, qui est sur le banc des accusés pour avoir profité à titre personnel d'une partie des centaines de millions de francs ayant transité par ses comptes bancaires en Suisse entre 1990 et 1997.

Corrupteur en puissance puisqu'il brassait lui aussi des milliards, Tarallo ne parle pas de « commissions occultes » mais de « rémunérations de service », ni de « caisses noires » mais de « contrats ».

Que Sirven ou Tarallo parlent ou pas, là n'est pas vraiment le problème. Certes, on juge aujourd'hui des grands commis de l'Etat, des PDG de groupes pétroliers, des numéros Un, des numéros Deux, qui ont détourné des millions, dont certains ont contribué à hisser au pouvoir des dictateurs sanglants comme Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville. Ce qui apparaît aujourd'hui comme un scandale c'est tout simplement la mise à nu de la routine des affaires, comme ils disent. C'est cela, le capitalisme. Et c'est tout naturellement qu'il utilise les compétences diverses de commis comme Sirven ou Dumas.

René CYRILLE

## Israël

# SHARON VAINQUEUR, LA DROITE REVIENT AU GOUVERNEMENT

Ariel Sharon, ce général réactionnaire, leader du Likoud, parti de la droite israélienne, et ancien responsable des massacres des camps palestiniens de Beyrouth, Sabra et Chatilah, a reçu la récompense de la provocation qu'il a organisée en septembre dernier en allant se montrer sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem. Il vient de remporter très nettement l'élection devant son concurrent, le travailliste Ehud Barak.

En contribuant par sa provocation à raviver l'Intifada, Sharon entendait faire jouer les réflexes de survie de l'opinion israélienne et s'en servir pour accélérer le retour de la droite aux affaires. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a réussi. Mais quand un tel provocateur parvient à regrouper derrière lui une fraction importante de la population, c'est que celle-ci était déjà prête à l'accepter.

Car Sharon n'est pas un nouveau venu en politique. Outre la guerre du Liban, dont il fut un des maîtres d'œuvre en 1982, il fut, dans un précédent gouvernement de droite, à la tête d'une sorte de ministère de l'aménagement du territoire, chargé d'entériner la politique d'occupation par des colons israéliens des terres occupées.

Vu l'absence de majorité à la Chambre des députés, Sharon va, à son tour, se trouver placé devant le choix entre un gouvernement d'union nationale avec les travaillistes ou une coalition avec les partis religieux qui, en lâchant en cours de route Barak, avaient contribué à placer ce dernier dans une situation politique intenable.

Reste à savoir pour quelle politique ? S'il reste égal à lui-même, Sharon, tout comme ses prédécesseurs à la tête de l'Etat israélien (qu'ils soient de droite ou travaillistes), ne fera aucune concession essentielle aux Palestiniens, tout en cherchant à rejeter sur eux la responsabilité de l'enlèvement ou même de l'absence de pourparlers. Et, dans le même temps, des colons israéliens continueront, sous la protection de l'armée, à s'emparer des terres palestiniennes.

Les dirigeants israéliens, toutes tendances confondues, ont l'impression que le rapport de forces leur sera éternellement favorable et que les Palestiniens sont condamnés à vivre dans une sorte de dépendance d'Israël à l'image des bantoustans d'Afrique du Sud, où les

tenants de l'Apartheid parquaient les Noirs, jusqu'au moment où ceux-ci se sont insurgés.

Les discussions israélo-palestiniennes sur le prétendu « processus de paix » n'ont fait que s'enliser, ne permettant pas à la population palestinienne d'obtenir gain de cause. Non pas que ses actuels dirigeants aient été trop exigeants, mais parce qu'aucun gouvernement israélien n'a voulu reconnaître le droit des Palestiniens à une existence nationale qui lui soit propre.

Cependant, si les dirigeants israéliens furent contraints de discuter avec l'OLP de Yasser Arafat, ce fut à cause de la première Intifada. Et si Barak a tout de même fini par accepter (en paroles, seulement) de rétrocéder environ 95 % de la Cisjordanie aux Palestiniens, ce fut à cause de la seconde Intifada. Sharon qui n'avait jamais auparavant envisagé la création d'un Etat palestinien (sauf en Jordanie) en serait même aujourd'hui à l'accepter sur 40 % du territoire de la Cisjordanie.

Certains, assez complaisants sans doute à son égard, présentent Sharon comme un possible Begin, cet homme de la droite israélienne qui fit la paix avec l'Egypte ; ou comme un possible de Gaulle, ce général réactionnaire dont la politique mit un terme à la guerre d'Algérie. Si c'est pour dire qu'un Sharon possède certainement le crédit nécessaire pour faire accepter à l'aile ultra des Israéliens les concessions qui pourraient aboutir à un règlement, c'est possible. Mais rien n'indique pour l'heure que ce soit là sa volonté ni même celle de la bourgeoisie israélienne qui, en dernier ressort, pèse bien plus.

C'est dire que l'avenir des Palestiniens dépend du rapport des forces qu'ils seront capables d'imposer...

Jacques FONTENOY



Juillet 1995: Chirac en visite au Gabon remercie le président Bongo « pour sa fidélité à la France ». Elf-Gabon n'est pas pour rien dans cette fidélité réciproque.

Inde

# LA LOI DU PROFIT TUE AUTANT QUE LE TREMBLEMENT DE TERRE

Une semaine après le séisme qui a dévasté l'Etat du Gujarat au nord-ouest de l'Inde, on parle désormais de 30 000, de 50 000 voire de 100 000 morts. Au-delà de la sordide polémique sur les chiffres qui se développe en Inde, non sans arrières-pensées politiciennes, il apparaît que la responsabilité des promoteurs immobiliers, la corruption généralisée des fonctionnaires de l'Etat, la lenteur et le chaos des secours ont considérablement aggravé ce tragique bilan.

La presse indienne et internationale met en cause les promoteurs de la région qui n'ont pas respecté les normes d'une loi fédérale de 1993.

## Des promoteurs assoiffés de profits

Cette loi classe les régions de l'Inde selon les risques sismiques et elle détermine les critères à respecter en matière de construction. La région du récent sinistre était classée dans la zone 3 sur une échelle de 5. Or, la majorité des immeubles construits ces dernières années, dans cette ville, l'ont été hors normes. La ville a connu un véritable « boum immobilier » dans les années 1990. Des dizaines de milliers d'appartements ont été réalisés à la va-vite.

Afin de faire un maximum de profit en peu de temps, nombre d'affairistes se sont improvisés constructeurs et ont employé des architectes incompetents. Résultats : des malfaçons à foison, des édifices sans fondations collés les uns aux autres avec du ciment « sans aucune structure métallique pour le maintenir », des immeubles de treize étages sans réelles fondations, avec pour certains des piscines sur

le toit... Du coup, plus de 120 000 édifices se sont effondrés dès les premières secousses !

## Une corruption généralisée

Les survivants accusent les autorités de la ville et de l'Etat d'avoir laissé faire ces promoteurs véreux qui ont utilisé abondamment des matériaux inadéquats. Recherchés, ces derniers sont en fuite. Plusieurs milliers de plaintes étaient déjà en cours à Ahmedabad avant le tremblement de terre. Le système de corruption qui lie les promoteurs aux politiciens est donc sur la sellette. Ce qui était réglementaire sur le papier ne l'était jamais dans la réalité.

Bureaux d'études, services d'urbanisme, architectes, ingénieurs, personne ne sort indemne d'une corruption qui gangrène tous les échelons des autorités locales et régionales, voire nationales. Il faut dire que le puissant lobby du bâtiment et des travaux publics en Inde (comme il l'est dans bien d'autres pays d'ailleurs, et la France ne fait pas exception) finance nombre de campagnes électorales des partis au pouvoir. Récemment le gouvernement de la région de Gujarat a régularisé toutes les modifications illégales (comme la hauteur des étages par exemple) sur les immeubles contre... une simple amende !

## Des secours chaotiques

Depuis 1988, l'Inde a connu six tremblements de terre dans différentes régions. Autant dire que le sous-continent est particulièrement exposé et qu'il aurait fallu prendre des mesures préventives en conséquence.

En novembre 2000, des scientifiques indiens avaient prévenu les autorités sur « la fragilité sismique à Kutch », région touchée de plein fouet par le séisme. Mais personne n'a accordé de crédit à leurs prévisions. Comme à l'accoutumée, le gouvernement

a fait la sourde oreille. Aucun plan d'intervention d'urgence. Aucune équipe de premier secours prévue. Aucune équipe médicale en état d'alerte. Aucun stock de médicaments, de vivres ou de matériels. Quand le tremblement de terre a eu lieu, le gouvernement en a minimisé les dégâts.

Le contraste est particulièrement révoltant entre la mobilisation de la population pauvre, sans moyens, dès les premiers instants de la catastrophe, et la carence gouvernementale. Quand il s'agit de faire la guerre au Cachemire, de briser les révoltes ouvrières, le gouvernement déploie une débauche de moyens. Quand il s'agit de financer la bombe atomique, l'argent coule toujours à flots. Mais pour sauver des vies humaines, il manque les moyens matériels, humains et financiers. A ce minimum s'ajoute l'aide au compte-gouttes des grandes puissances impérialistes qui préfèrent le tapage médiatique au réel déploiement des secours.

La lenteur des secours est également critiquée par les populations de la région. Ici, dans une grande ville, la mauvaise coordination des équipes de secours a tourné au chaos intégral, vivres et vêtements ont été laissés à l'abandon. Là, dans un petit village, quatre jours après le séisme, pas un seul secouriste en vue. Plus loin, dans un autre village, faute de tentes les gens dorment à même la rue dans les décombres. Ailleurs, l'absence de matériel de déblaiement n'a pas permis de sauver de vies humaines. Des situations qui multipliées à l'infini ont eu des conséquences dramatiques pour les habitants du Gujarat.

Les épidémies et la malnutrition guettent les quelque 60 000 blessés et les centaines de milliers de sans-abri. Les populations sinistrées payent le prix fort de l'imprévoyance, de l'impréparation et de l'incurie gouvernementales.

René CYRILLE

Turquie

SES  
SA CO

L'actuel Premier ministre turc Ecevit, avant son arrivée au gouvernement en mai 1999, avait bénéficié d'une campagne de presse le présentant comme quelqu'un d'intègre ; par déduction on pouvait comprendre qu'avec lui, enfin, la Turquie connaîtrait un régime « propre » et plus juste ! Il suffit aujourd'hui d'un coup d'œil sur les grands titres de la presse turque pour voir que la réalité est bien différente.

L'année 2000 n'a nullement été en dessous de l'année qui l'a précédée en matière de corruption. Tandis que des millions de travailleurs essaient de survivre avec des salaires qui équivalent à 1 000 à 2 000 francs français, des dizaines de milliards sont détournés des caisses de l'Etat, avec des méthodes variées, par des ex-ministres, des gens proches du pouvoir ou des hauts fonctionnaires. Le quotidien *Milliyet* annonçait ainsi le 8 janvier dernier qu'après le ministère des Finances et des banques, le Secrétariat des Douanes poursuit Süren, homme d'affaires et président du football club Galatasaray, sous l'accusation d'« escroquerie en bande organisée ».

Le même journal explique aussi que deux hommes d'affaires ont escroqué l'Etat en encaissant les subventions pour des exportations fantômes d'un montant total de 1,7 milliard de dollars (12 milliards de francs). Dans la liste des personnes impliquées se trouvent l'ex-ministre et homme d'affaires Cavit Çağlar, poulain de l'ex-président de la République Demirel, Murat Demirel qui est un cousin de ce même Demirel, l'homme d'affaires Hayyam Garipoglu et quelques autres.

Le 14 janvier, la presse révélait aussi que cinq dirigeants parmi les plus hauts placés de TEAS (l'EDF turque), parmi lesquels un ancien ministre d'Etat, étaient inculpés pour cause de corruption. On leur reproche entre autres l'équivalent de 800 millions de dollars (5,6 milliards de francs) de détournements, rien que lors de l'attribution de la construction d'une centrale électrique !

## Le scandale des banques

Huit banques se sont déclarées en faillite. Parmi elles Interbank, qui appartient à Cavit Çağlar, Egebank qui appartient à Murat Demirel, Sümerbank

dont les caisses avaient été remplies par les deniers de l'Etat avant d'être privatisée sous prétexte que l'Etat la gérât mal et qui appartient aujourd'hui à Hayyam Garipoglu (toutes citées dans le scandale précédent), ainsi que Bank Ekspres et Yurtbank. En fait les possesseurs de ces banques, avec la complicité d'hommes d'affaires véreux et de hauts cadres de l'Etat, ont vidé les caisses de leurs propres banques pour se déclarer en faillite !

L'Etat, par le biais du ministère des Finances, est alors intervenu en se portant garant, disant vouloir éviter « une grave crise économique ». Il a remboursé 56, et même selon certains 70 milliards de francs. Ces escrocs, très liés au pouvoir, ont donc volé les économies de plusieurs centaines de milliers de personnes et l'Etat, avec l'argent des contribuables, a remboursé.

Une amnistie générale ayant été décidée « pour vider les prisons », il est question que quelques-uns de ces « hommes d'affaires » et de leurs complices, qui se trouvent en prison ou en fuite dans un exil doré, puissent bénéficier de la loi d'amnistie.

## Les scandales et la corruption

Il faudrait des pages pour dresser une liste des scandales. Mais deux exemples en donnent une petite idée.

Le 6 mai dernier le quotidien *Radikal* (centre gauche) annonçait que le procureur général du DGM (Cour de Sécurité d'Etat) se trouvait dans la voiture accidentée de l'« homme d'affaires » Melik Giray, un parrain de la mafia, fournisseur de certaines prisons. Ce Melik avait été victime d'un accident mortel près d'Ankara. Et si le procureur général au contraire de Melik est sorti de l'accident avec quelques fractures, le scandale a obligé l'Etat à le révoquer.



# SCANDALES CORRUPTION ET SES INJUSTICES



Le club des banquiers escrocs, d'après un photomontage du journal « Milliyet ».



Pour la classe ouvrière, des conditions de travail dures, des journées longues, pour un salaire minimum d'environ 1 000 F par mois

## La situation de la classe ouvrière

Pour l'année 2000 le gouvernement avait « prévu » de ramener l'inflation à moins de 25 % l'an, et donc fixé d'avance les augmentations de salaires à 25 %. Mais les chiffres officiels constatent que l'inflation est de 40 % et qu'en fait la hausse des prix concernant directement le coût de la vie de la population est de plus de 54 %.

Les chiffres mettent en évidence la diminution de la part des salariés dans le revenu national et la diminution de leur pouvoir d'achat : en 1980 on pouvait acheter 1 473 pains avec le salaire minimum, et 682 en 2000 ; en 1980 on pouvait acheter avec ce même salaire 105 kg de viande, mais plus que 19,5 en 2000 ; en 1980, 410 kg de riz et 123,5 en

2000 ; en 1980, 439 kg de haricots secs (aliment de base) et seulement 114 en 2000, etc.

En fait les gouvernements qui ont exercé le pouvoir depuis le coup d'Etat de 1980 ont œuvré dans le cadre tracé par les généraux pour « mater » la classe ouvrière qui avait, d'après eux, pesé trop dans le pays. Les travailleurs avaient pu arrêter cette offensive au moins provisoirement, avec les mouvements du printemps 1989 et la grève des mineurs de 1991. Mais depuis, la bourgeoisie turque avec ses généraux et ses plans de « redressement » élaborés avec les experts du FMI a repris l'offensive. Une partie du secteur public a été privatisée : 160 entreprises au total depuis 1986. 55 % du personnel de ces entreprises ont été licenciés. Par exemple les 19 cimenteries privatisées (dont la majorité ont été achetées par des

multinationales françaises) ont licencié 3 028 personnes sur un total de 5 400. Une partie de l'argent ainsi rapporté à l'Etat a servi à payer une partie de la dette qui est de l'ordre de 111 milliards de dollars (la part du revenu national qui est consacré au paiement de la dette serait de l'ordre de 50 % !), mais une autre a servi à subventionner les « hommes d'affaires » impliqués dans les scandales, et d'autres « pas pris ».

On voit aujourd'hui comment le gouvernement Ecevit « ami du peuple », comme ceux qui l'ont précédé, a contribué à l'appauvrissement de la classe ouvrière et de la population pauvre. Les patrons turcs et le gouvernement à leur service pensent qu'ils peuvent tout se permettre contre la classe ouvrière. Mais il y a là largement de quoi faire déborder le vase.

Julien SILVA

## Un exemple du comportement des patrons

La presse turque a évoqué le cas d'une petite entreprise de confection de 200 personnes d'Istanbul, travaillant pour le marché anglais, dans laquelle les travailleurs face à l'arbitraire et aux bas salaires avaient décidé de créer un syndicat, ce qui est un véritable parcours du combattant. En effet il faut d'abord que plus de 50 % du personnel signe auprès d'un notaire un papier officiel déclarant soutenir un syndicat, en évitant évidemment que le patron le sache, sans quoi ils peuvent s'attendre à être licenciés sur-le-champ...

Les travailleurs de l'entreprise ont cependant réussi à faire reconnaître le syndicat, après plusieurs mois d'efforts et malgré les horaires de travail hebdomadaire qui dépassent largement les 50 heures. Le patron a essayé de créer des obstacles supplémentaires mais, face à la détermination des travailleurs, il a fini par accepter le syn-

dicat, faisant aussi quelques concessions concernant les salaires et la durée du travail et acceptant de déclarer la majorité d'entre eux à la Sécurité sociale, ce qui est pourtant obligatoire, mais il ne l'avait pas fait jusque-là. Près de cinq millions de travailleurs ne sont pas déclarés.

Mais ce même patron a choisi de disparaître sans avoir payé les salaires et les primes pendant deux mois. Depuis début janvier les travailleurs manifestent chaque jour devant leur entreprise fermée pour tenter d'obtenir leur dû. En vain : le patron a disparu avec l'argent de deux mois de salaires, ce qui lui permettrait sans doute de créer une autre entreprise textile un peu plus loin.

Un comportement fréquent parmi le patronat turc, en particulier dans des entreprises moyennes comme celles du textile. Tout cela évidemment dans l'impunité la plus totale.

## Le Parlement français et le génocide arménien

Le Parlement français a voté le 18 janvier une loi selon laquelle « la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 ».

Plus d'un million d'Arméniens ont été massacrés durant les années de guerre entre 1915 et 1917 par l'armée de l'Empire ottoman. Mais ce sujet reste tabou pour nombre de dirigeants politiques occidentaux, parce qu'ils ne veulent pas mécontenter le régime turc. C'est d'ailleurs après bien des atermoiements que ce vote du Parlement français a fini par intervenir. Les relations commerciales avec la Turquie, dont la France est un des principaux partenaires, incitent traditionnellement les dirigeants français à se montrer discrets, sur ce sujet comme sur celui du Kurdistan et de la guerre menée dans cette région par le régime d'Ankara.

Ce vote à quelques semaines des élections municipales en France n'est sans doute pas dû au hasard. Le vote arménien peut jouer un rôle dans certaines villes comme Lyon et Marseille, mais aussi dans nombre de villes de moyenne importance. A tant faire de s'attirer des remontrances de la part de la Turquie, autant le

faire à un moment où cela peut être payant en termes de votes, semblent avoir pensé quelques députés.

Côté turc, la presse et le régime n'ont pas manqué de monter sur leurs grands chevaux nationalistes et d'invoquer « la trahison de la France ». Certains remarquent même qu'avant de donner des leçons à la Turquie il serait temps que les dirigeants français reconnaissent leurs responsabilités dans les massacres commis au Rwanda ou durant la guerre d'Algérie...

Le gouvernement turc a annoncé qu'après cette « trahison » un certain nombre de contrats commerciaux conclus avec la France seraient revus, notamment des contrats de fourniture de matériels militaires.

On verra ce qu'il en sera. Ainsi donc le gouvernement français n'aurait pas été gêné, au moment même où le Parlement votait la reconnaissance d'un génocide vieux de 85 ans, de continuer à vendre à la Turquie du matériel militaire lui permettant d'en faire un nouveau au Kurdistan.

A.F.

**Journée nationale  
dans les hôpitaux**

# LES HOSPITALIERS EXPRIMENT LEUR RAS-LE-BOL

Répondant à l'appel de toutes les fédérations syndicales, les salariés des hôpitaux publics ont largement participé à la journée de grève et de manifestation du mardi 6 février. A Paris comme à Marseille et dans la plupart des grandes villes, les cortèges ont rassemblé des centaines, voire des milliers de manifestants.

Pour les syndicats, il s'agissait de faire pression sur le gouvernement alors que les négociations sur les grilles de salaires et les statuts des différentes catégories de personnel se heurtent depuis des mois à sa politique d'austérité.

Un an après les grandes manifestations de l'hiver 1999-2000, certains slogans n'avaient guère de raison de changer et mettaient, cette fois encore, en avant la nécessité d'embaucher et de résorber les emplois précaires, prouvant s'il en était besoin que le coup de pouce dérisoire au budget des hôpitaux publics, accordé l'an dernier par Martine Aubry à la fin de la grève, n'avait en

rien permis de régler les criants problèmes d'effectif.

Les gouvernements et les ministres se succèdent mais leurs discours ne changent pas : pour eux, l'hôpital coûte trop cher au budget, alors il faut réduire les effectifs et augmenter l'activité des services. Du coup, tout le personnel hospitalier doit jongler avec les plannings, boucher les trous laissés par le non-remplacement des arrêts maladie et des maternités, tenir des postes qualifiés sans avoir le salaire correspondant, et accumuler les heures supplémentaires.

Les récents mouvements de protestation ont souvent pris des accents corporatistes. Dans de nombreux endroits, les infirmières spécialisées de bloc opératoire d'un côté, les cadres infirmiers d'autre part ont tenu à manifester séparément des autres catégories de personnel et en tête des manifestations, notamment à Paris.

Pourtant, la mobilisation assez large du 6 février, après celles des 25 et 30 janvier,

montre que toutes les catégories hospitalières, des brancardiers aux praticiens, en passant par les aides-soignants et les infirmières, se heurtent à la même austérité budgétaire. Et aux revendications portant sur les conditions de travail et sur les effectifs s'ajoutent de plus en plus des revendications por-

tant sur les salaires, qu'elles s'expriment clairement ou découlent des demandes de promotion, de profil de carrière ou encore de reconnaissance d'une qualification particulière.

S'ils veulent obtenir plus de personnel, plus d'embauches et de meilleurs salaires, les salariés des hôpitaux publics ne pourront lais-

ser cette journée de grève et de manifestation sans lendemain, car il leur faudra imposer un changement radical de politique budgétaire. Et cela ne peut passer que par la préparation d'une lutte d'ensemble, et sur des objectifs susceptibles de rallier toutes les catégories du personnel hospitalier.

Roger MEYNIER



Dans la manifestation de la fonction publique le 30 janvier 2001

## Quincaillerie Decaup (Bordeaux)

### NOUS DEMANDIONS DES SOUS, LA DIRECTION VOULAIT NOUS DONNER DES CLOUS. NOUS LUI AVONS RIVÉ LE SIEN!

Depuis le 30 janvier, chez Decaup, un grossiste en quincaillerie et électricité dont l'entreprise est située dans la zone industrielle de Bordeaux-Nord, nous étions en grève pour les salaires. La grève vient de se terminer mardi 6 février.

Nous réclamions 250 F net d'augmentation mensuelle pour tous. Le PDG, qui qualifiait lui-même cette revendication de modeste, l'avait refusée. Parti d'une proposition initiale d'une augmentation de 0,5% que les salariés n'avaient pas acceptée lors de la négociation salariale annuelle du début de l'année, il ne voulait pas aller au-delà de 180 F brut. Avec la proposition d'ajouter 50 F de plus au 1er

juillet, si les résultats du premier semestre étaient bons.

Mais les 250 F net pour tous, nous y tenions. Sur cette entreprise de 135 personnes, la plupart des 50 travailleurs de la préparation des commandes ont un salaire qui avoisine les 7500 F. Ce refus d'augmentation nous a d'autant plus révoltés que nous avions découvert, à la grande fureur du PDG, que l'entreprise avait versé des primes pouvant aller, en 1996, jusqu'à 60000 F pour certains cadres.

La grève a été suivie par un tiers de l'effectif, mais elle a été très déterminée. Outre les 250 F pour chaque salarié, nous réclamions la suppression des augmentations individuelles, le paiement de nos journées de grève, la garantie écrite qu'aucun sala-

rié ne subirait de pressions ou ne serait sanctionné aussi bien financièrement que dans l'évolution professionnelle.

Le PDG s'est adressé aux non-grévistes en prétendant qu'une augmentation de 250 F allait mettre en péril les primes d'intéressement et de participation. Nous avons fait remarquer que les augmentations de salaire sont acquises définitivement mais les primes sont aléatoires. Nous les appelions à réfléchir en travailleurs en leur posant la question: «*Trouvez-vous votre salaire convenable? Ne pensez-vous pas qu'il serait plus judicieux de participer à la défense de vos intérêts?*».

Et nous avons fait appel à la solidarité des salariés des entreprises environnantes, distribuant un tract aux deux restau-

rants de la zone industrielle. Cette solidarité, les travailleurs de la CITEC, une entreprise de la zone qui était en lutte il y a un mois, nous l'ont manifestée par leurs visites fréquentes et par l'argent qu'ils ont collecté pour nous soutenir. Même des clients, des artisans venus chercher leur commande, ont mis la main à la poche.

Pour appuyer nos revendications, nous avons bloqué les quais d'expédition où sont embarqués les produits pour toute la France.

Au bout de cinq jours de grève, voyant que notre détermination ne faiblissait pas, le PDG de Decaup qui répétait que la «*situation était ingérable*», qu'il ne comprenait plus et préférait «*ne pas chercher pour l'instant les véri-*

tables raisons de ce blocage», a fini par comprendre que le moral était de notre côté. A l'issue d'une négociation où il faisait la navette entre les actionnaires et les délégués du comité de grève, nous l'avons contraint à lâcher 210 F d'augmentation pour tous, mais nous n'avons pas réussi à obtenir le paiement de nos jours de grève. Quant à la garantie écrite qu'il n'y aurait ni sanction ni pression pour fait de grève, nous l'avons imposée au PDG qui nous avait écrit: «*Cela signifierait que le salarié ayant participé à cette grève serait en quelque sorte protégé. Ce serait quand même le comble*». Et nous veillerons à ce qu'il respecte sa signature.

RATP

# LA GRÈVE DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER MASSIVEMENT SUIVIE

**Jeudi 1<sup>er</sup> février, la CGT et les syndicats autonomes appelaient l'ensemble des agents de la RATP à une grève de 24 heures. Le trafic a été très fortement perturbé, particulièrement au métro avec 70% de grévistes, et au bus avec 50% de grévistes. Les autres syndicats, FO et indépendants appelaient, eux, à ne pas faire grève. Quant à la CFDT, elle a retiré son préavis quelques jours avant, ce que la direction s'est chargée de faire savoir dans tous les terminus.**

La direction n'a pas ménagé ses efforts, puisque le PDG, Bailly, s'est payé une pleine page d'interview la veille de cette grève dans le quotidien *Le Parisien*. Et il n'a reculé devant aucun propos provocateur, niant les problèmes d'effectifs et indi-

quant que nos salaires réels auraient progressé de 8% pour 75% d'entre nous, entre 1994 et 1999, et de 4% pour 95% d'entre nous pour la même période. Cette interview a été pour beaucoup dans la colère des agents et du coup a contribué au succès de la grève. Merci patron!

Les revendications des grévistes portaient sur les problèmes d'effectif, des salaires et l'obtention d'un treizième mois.

Il manque, par exemple, environ une centaine de conducteurs de métro pour assurer un service normal (il y a environ 2 800 conducteurs au métro). C'est le même problème pour les agents station qui ont fait ces derniers temps des débrayages très suivis sur plusieurs lignes pour réclamer des effectifs. S'ajoute à ces problèmes, l'ARTT qui a débuté début janvier 2001. Cette année, nous avons obtenu huit jours de repos en plus pour les conducteurs et agents de manœuvre, et onze

jours pour les agents station. Ces jours de repos sont donnés en général soit un samedi, soit un dimanche. Mais pour le moment, aucun agent supplémentaire n'est arrivé sur les lignes pour remplacer les agents de repos. Du coup, la direction n'assure tout simplement pas les services prévus. Ainsi, par exemple, sur la ligne 4, Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans, le samedi 20 janvier, il y a eu dix services non assurés (NA). Soit quarante tours en moins, par manque d'effectifs, sur un total prévu de 286 tours! Et cette situation s'est reproduite sur la plupart des lignes. Autant dire que les trains qui circulent ces jours-là sont encore plus bondés que d'habitude, que les agents qui voudraient disposer de leur journée ne le peuvent pas, etc.

La CGT indique que, en plus d'une remise à niveau des effectifs actuels, il faudrait 780 agents supplémentaires, rien que pour le métro et le RER, pour la mise en place de l'ARTT. On en est loin!

En ce qui concerne les salaires, cette année, nous n'avons obtenu que 0,8% d'augmentation alors que la hausse officielle des prix est de 1,6%. Et, depuis des années, nous avons subi, comme tous les autres travailleurs, l'austérité salariale.

Au métro, la CGT a essayé d'organiser des assemblées générales, pour discuter de la poursuite du mouvement. Mais ces assemblées n'eurent lieu que dans un nombre limité de terminus. D'abord parce que cet appel n'a souvent pas dépassé le cercle des militants. Et aussi sans doute parce que la majorité des grévistes sont restés chez eux. Beaucoup ont mal compris l'émiettement des derniers mouvements, dans la fonction publique, pour la retraite, etc.

Nous avons manifesté à environ 800 à la Maison de la RATP. La CGT du réseau ferré, seule, a déposé un nouveau préavis pour le jeudi 8 février. Les autres syndicats CGT des bus et des ouvriers n'appellent pas,

pas plus que le syndicat autonome.

Pourtant, il y aurait nécessité d'embauches massives pour entretenir le matériel, pour qu'il y ait des conducteurs et des agents manœuvre ou des machinistes en nombre suffisant pour remplacer ceux qui sont de repos, pour qu'il y ait des agents station pour renseigner, aider les voyageurs et «humaniser» le métro, pour reprendre l'expression de la direction. Et il y aurait nécessité d'augmenter les salaires de 1 500 F par mois, premier pas d'un vrai rattrapage de notre pouvoir d'achat. Et un treizième mois ne serait pas de trop.

Ces revendications sont les mêmes à la RATP, et dans les autres entreprises du service public ou du privé. Alors il faudrait profiter des actions organisées dans chaque entreprise et secteur pour préparer des actions plus larges.

Correspondant LO

Alstom  
La Courneuve  
Seine-Saint-Denis

## CONTRE LES LICENCIEMENTS, ON CONTINUE!

Cela fait maintenant près d'un an que la direction générale d'Alstom a annoncé un plan prévoyant au départ 1 766 suppressions d'emplois en France. Procès, débrayages, manifestations, grèves, les travailleurs n'ont pas manqué une occasion de manifester leur volonté de ne pas accepter aucun licenciement. Aujourd'hui la procédure n'a pas encore pu être menée à son terme et le plan n'est encore appliqué dans aucun établissement.

Mercredi 31 janvier, les monteurs des chantiers de l'établissement Travaux Extérieurs de La Courneuve décidaient la grève, sur le chantier de la centrale nucléaire de Paluel, en Normandie - dont l'Alstom, fournisseur de turbines, assure la maintenance - à l'occasion de sa révision. La direction n'a pas tardé à réagir en envoyant en urgence le DRH et deux huissiers pour faire pression sur les grévistes afin qu'ils reprennent le travail. Car chaque jour sans production serait équivalent à une perte de 5 millions de francs pour EDF. Mais la majorité des grévistes a tenu bon, renforcée par le soutien des personnels EDF et sous-traitants,

qui ont tenu à se manifester par une pétition signée massivement, gage que personne ne ferait le travail à la place des grévistes.

Dans le même temps à La Courneuve, le personnel du centre technique (LCA) et des Travaux Extérieurs (TE), particulièrement touché par le plan, décidait en assemblée générale de se mettre également en grève. Le jeudi 1<sup>er</sup> février, nous nous sommes rassemblés le matin aux portes de l'usine. La grève a été très suivie et très peu ont travaillé ce jour-là à LCA. Vendredi 2 février, nous nous sommes rendus au siège Alstom Power de Levallois dès le matin 7 heures avec tracts et pancartes. Les gros bras payés par la direction étaient là. Mais devant la présence des grévistes, les portes ont été bouclées, et le millier de salariés des différentes filiales Alstom qui y travaillent n'ont pas pu entrer. Malgré le froid, beaucoup d'employés nous ont manifesté leur sympathie. A deux reprises, le représentant du siège et celui de la police ont cherché à débloquent la situation en nous proposant de rencontrer une DRH. Mais nous voulions le PDG d'Alstom Power en personne. A 12 heures, celui-ci cédait et acceptait de



A l'entrée de la centrale nucléaire de Paluel, le 31 janvier 2001

nous recevoir. Aux demandes de la délégation qu'il n'y ait aucun licenciement, le PDG a répondu qu'il ne pouvait le garantir, mais qu'il y avait possibilité de discuter le «plan social», même au niveau de l'établissement. Mais pour l'instant, ce ne sont que des paroles.

Lundi 5 février, après avoir pris connaissance de la suspension de la grève sur le chantier de Paluel, l'assemblée de La

Courneuve décidait de suspendre la grève à son tour. Mais pas avant de se rendre tous ensemble chez le DRH pour exiger qu'il discute de nos revendications. Entouré de tous les grévistes, il a accepté qu'une réunion se tienne mardi matin 6 février. Le directeur d'établissement a confirmé qu'il resterait encore 55 salariés «sans solution» sur les deux établissements.

Si nous avons suspendu la

grève, nous sommes décidés à maintenir la pression. C'est notre détermination qui a imposé que nous soyons reçus au siège. Nous sommes décidés à rester mobilisés et à le faire savoir à tous ceux qui, dans Alstom, sont sous la menace des licenciements. Car plus nombreux nous serons à nous y mettre, plus nous aurons de chances de faire reculer Alstom.

Correspondant LO

La Poste  
Paris 10<sup>e</sup>

## EN GRÈVE POUR DES EMPLOIS

**A la poste du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où nous sommes 360 agents, dont 220 chargés de la distribution du courrier, nous sommes en grève depuis le 29 janvier.**

Cela fait longtemps que le trafic augmente et que les collègues se retrouvent submergés par le courrier, les publicités et les colis à distribuer. Le ras-le-bol s'est exprimé suite à un appel à la grève illimitée lancé par les syndicats CGT et SUD. Les postiers de la distribution réclament la création de nouveaux postes de travail, avec les emplois correspondants. Ils réclament aussi que les effectifs manquants, femmes enceintes, départs en retraite et mutation, soient comblés.

Depuis le début de la grève, nous sommes environ 120 à décider du mouvement, de sa reconduction et des actions du jour. Nous avons manifesté à la mairie pour demander une audience au maire, mais nous n'avons été reçus que par son adjoint... Alors mardi 30, nous avons fait un tract adressé aux autres centres de distribution parisiens, dans l'idée d'obtenir, sinon l'extension du mouvement, tout au moins le soutien de nos collègues des autres arrondissements. Certains d'entre nous ont diffusé ce tract à Paris 9, le mardi 30, avant la manifestation sur les salaires de la fonction publique. Le lendemain, à 120, nous avons envahi le même bureau de Paris 9 pour expliquer les raisons de notre grève à nos collègues.

Puis le centre de Paris 18 a reçu la visite d'une petite délégation de Paris 10, où nous avons été chaleureusement accueillis.

Pendant ce temps, la direction reculait un peu lors des négociations avec les syndicats : elle donnait quelques effectifs supplémentaires, insuffisants pour combler ne serait-ce que les départs. Par ailleurs, elle ne voulait pas entendre parler de création de positions de travail (une assurance pour nous que les effectifs accordés le seraient

d'une manière permanente), ayant peur, à juste titre, que cela donne des idées aux postiers parisiens et même au-delà.

Alors nous avons réaffirmé la grève sur notre centre, décorant la façade du bureau avec des pancartes et des banderoles. Et d'autres postiers faisaient leur tournée habituelle... pour afficher dans tous les halls d'entrée un tract adressé aux usagers et leur expliquant les raisons de notre mouvement. Nous avons pu ainsi constater que nous étions soutenus.

Nous avons appris que des pétitions de soutien commençaient à nous parvenir des centres de distribution du 11<sup>e</sup>, du 18<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> arrondissements.

Au début de cette semaine, même si nous n'étions pas plus nombreux en grève, ceux qui l'avaient commencée restaient déterminés à continuer. Le mardi 6 février, la direction faisait quelques nouvelles propositions, deux nouveaux postes et quatre jours de grève payés sous forme de repos compensateurs. Bien insuffisant, ont répondu les grévistes qui en tiennent pour la création de positions de travail et estiment ne pas avoir fait grève... uniquement pour avoir les jours de grève payés, même si ce paiement des jours d'une grève due au refus de la direction de satisfaire nos demandes devrait aller de soi. Le mouvement continue donc.



Piquet de grève à Lyon RP.

La Poste  
Lyon

## 35 heures : LA DIRECTION RECULE

A la mi-décembre, à la Grande Poste de Lyon-Bellecour, la dernière mouture des projets de la direction sur la mise en place des 35 heures a été connue. Depuis, prises de parole, interventions, délégations se sont succédées, et la direction a déjà dû concéder huit emplois supplémentaires.

Mais elle voulait ne mettre en place que deux tournées de plus sur le 5<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, alors que, vu le développement démographique que connaît cet arrondissement, les facteurs du 5<sup>e</sup> estimaient que le nombre minimum de ces nouvelles tournées devait être de quatre. Mais, en même temps, elle envisageait d'en supprimer deux sur le deuxième, ce qui était inacceptable.

D'autre part, elle voulait remettre en question le principe du samedi de repos sur deux dont bénéficiaient les facteurs de ce bureau, le plus grand de Lyon : elle voulait imposer que les facteurs reviennent travailler quatre samedis de plus par an ; elle exigeait aussi que, ce jour-là, tout le courrier soit distribué, publicité et recommandés compris, alors que l'effectif est deux fois moindre le samedi.

Devant le refus de la direction de prendre leurs revendications en compte, les facteurs du 5<sup>e</sup> arrondissement ont vu rouge. Le 18 janvier, ils se mirent en grève reconductible, qu'ils suspendirent cinq jours plus tard pour pouvoir repartir avec l'ensemble de la distribution le

30 janvier, jour de la grève dans la Fonction publique.

Ce jour-là, près de 80% des facteurs de la Grande Poste ont cessé le travail, taux qui n'avait pas été atteint depuis bien longtemps.

La grève a été reconduite le lendemain avec pour revendications le maintien du samedi de repos sur deux, l'allègement de la charge de travail le samedi, et la création des emplois et des tournées nécessaires pour que les 35 heures soient applicables.

Le même jour, la grève contre les modalités d'application des 35 heures démarrait à la poste de Vénissieux : les facteurs de ce bureau revendiquent le maintien de quatre tournées que la direction départementale veut supprimer, et le refus de la surcharge de travail du samedi.

La grève s'est poursuivie dans les deux bureaux. Finalement, la direction de La Poste a été contrainte de céder six emplois supplémentaires à Lyon-Bellecour, ce qui a permis de maintenir, pour la quasi-totalité des facteurs, le régime des samedis tel qu'il était jusqu'à présent. Reste le problème d'un service de rouleurs, la brigade de Réserve qui se voit imposer, de façon autoritaire, un régime de travail qui ne convient pas à tous. C'est pourquoi la reprise du travail ne s'est faite que lundi 5 février, tard dans la matinée, les grévistes refusant de reprendre sans que la direction n'accepte de reprendre des négociations sur ce dernier problème.

A Vénissieux, la grève s'est poursuivie mardi 6 février. Les facteurs grévistes sont allés en délégation à la direction départementale. Celle-ci a certes réduit un peu ses prétentions en les ramenant à quatre samedis travaillés pour un de repos, alors que, jusqu'à présent, ils ne travaillaient, comme à Lyon-Bellecour, qu'un samedi sur deux. Cette nouvelle proposition ne risque donc pas de satisfaire les grévistes qui décideront mercredi matin de la suite à donner à leur mouvement.

Correspondant LO

Usine chimique  
du Pont-de-Claix  
Isère

## LE MÉCONTENTEMENT ÉCLATE

Dans l'atelier HDI Tolonate de chez Rhodia Intermédiaires, à Pont-de-Claix, les dix ouvriers à la journée qui assurent le conditionnement des produits finis (bases de cer-

taines peintures) et la réception des matières premières, ont fait grève le vendredi 2 et le lundi 5 février. C'est que le 1<sup>er</sup> février, le chef de secteur donnait des réponses aux revendications déposées depuis plus d'un mois

(400 F pour tous).

Ce long délai de réflexion n'avait pas abouti à accorder autre chose qu'une revalorisation hypothétique d'une prime trimestrielle et la promesse de trois changements de coeffi-

cient qui interviendraient en cours de l'année.

Il y avait donc un mécontentement qui a logiquement provoqué cet arrêt de travail. Les clients n'ont pas été livrés en temps voulu et la production

des ateliers a été sérieusement ralentie. D'autres débrayages, en association avec les ouvriers postés assurant la production, devraient intervenir dans les jours qui viennent.

Correspondant LO

Danone  
Evry - Essonne

# LES TRAVAILLEURS

## FONT ENTENDRE LEUR VOIX

LU  
Château-Thierry  
Aisne

### JOURNÉE DE LUTTE

Le 1<sup>er</sup> février, comme tant d'autres travailleurs sur l'ensemble du pays, ceux de Danone ont aussi organisé différentes manifestations pour faire entendre leur voix. A Evry, à Toulouse, à Calais, à Bordeaux, etc., ils ont organisé des débrayages, fait des manifestations, pour montrer leur détermination à ne pas accepter la perspective de la fermeture des sites de la branche biscuit que la direction vient de confirmer.

A Evry, accompagnés et encadrés par des RG, des policiers en moto et en VTT, plus de deux cent cinquante travailleurs sont partis à pied de l'usine jusqu'à la Préfecture. Aux cris de « Tous ensemble! Tous ensemble! », le cortège a parcouru trois à quatre kilomètres au cours desquels des

tracts ont été distribués à la population de la ville.

Lorsque la manifestation est arrivée à destination, une délégation des travailleurs a été reçue par le président du Conseil régional de l'Ile-de-France. Ce dernier a tenu un discours lénifiant, voire rassurant, selon lequel il s'engageait à peser de tout son poids auprès de la direction de Danone pour éviter la fermeture du site de Ris-Orangis. Mais, de la délégation, personne n'a été dupe! Un camarade l'a d'ailleurs fait remarquer en l'interpellant en ces termes: « A quoi sert-il que l'on vote pour les politiques si ce sont les patrons qui commandent? ». Un autre travailleur a posé la question de savoir si le Conseil régional maintiendrait

la subvention de 24,8 millions accordée à Danone pour la réalisation des travaux de voirie nécessaires à l'implantation du centre de recherche du groupe dans la région. Le président du Conseil régional a répondu en disant que, pour l'instant, les fonds ne sont pas encore débloqués mais, au cas où le plan social serait maintenu, la région reverrait sa position.

Une seconde délégation a été reçue par le préfet, son directeur de cabinet ainsi que le directeur de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi. Après une brève intervention du préfet, qui, comme le président du Conseil régional, a tenu des propos rassurants, selon lesquels il ferait part du problème du site d'Evry au ministère concerné,

son chef de cabinet a fait de même avant de laisser la parole au directeur de la DDTE. Ce dernier a rappelé à la délégation que l'employeur est tenu à des obligations qu'il doit respecter, ajoutant que, dès que le dossier du plan social serait entre ses mains, il le traiterait sûrement avec plus d'exigence qu'il ne le ferait pour une PME.

Les notables locaux, tant le président du Conseil général que le préfet et sa cour, ont tenté d'apparaître comme soutenant les travailleurs de Lu, mais ils n'y ont pas réussi. A l'évidence, ils ne sont pas arrivés à dissiper le doute, le scepticisme et la perplexité des salariés. Qui ont affirmé leur détermination à ne pas se laisser faire. Danone peut compter sur nous, nous remettons ça!

A Château-Thierry, on maintient la pression. Jeudi 1<sup>er</sup> février, comme dans toutes les usines LU concernées par le plan de restructuration.

Des débrayages ont été fortement suivis. A l'équipe du matin nous avons bloqué le pont de la fausse Marne et nous nous sommes adressés à la population.

En fin d'après-midi, nous avons sillonné une des principales rues de la ville et arrêté les voitures pour discuter avec les automobilistes qui rentraient de leur travail. A chaque fois nous avons été bien accueillis et nombreux étaient ceux qui nous montraient leur solidarité et leurs encouragements.

Suite à cette journée nous avons, à une quinzaine, distribué plusieurs milliers de tracts à la population et aux autres entreprises pour appeler à notre manifestation du mercredi 7 février. Nous espérons, et nous avons de bonnes raisons de prévoir, que cette manifestation sera un succès.

Correspondant LO



Pratiquement tous les travailleurs de l'usine d'Evry ont débrayé pendant le temps de la manifestation. La direction voulait faire redémarrer rapidement la production au retour de l'équipe d'après-midi. Elle avait fait préparer le travail par quelques non-grévistes. Mal lui en a pris: ceux de l'après-midi n'ont pas apprécié et ont refusé de se remettre au boulot dans ces conditions. Ils sont restés en grève pour le restant de la journée et la pâte a fini dans la benne à ordures.

SKF - Saint-Cyr-sur-Loire  
région de Tours

## CINQ JOURS DE GRÈVE

SKF, à Saint-Cyr-sur-Loire près de Tours, emploie 1500 salariés dont quelque 200 intérimaires à la production de roulements à billes. En 1993 la direction de cette usine avait défrayé la chronique lorsqu'elle avait licencié plusieurs dizaines de salariés, anciens pour la plupart, en les renvoyant sur-le-champ chez eux en taxi.

Depuis, les effectifs ont rajeuni mais l'exploitation s'est considérablement intensifiée. C'est ce qui a été à l'origine du coup de colère qui a conduit les ouvriers de production à se mettre en grève pendant cinq jours début février.

Lors des négociations salariales annuelles fin janvier, la

direction avait lâché 3% d'augmentation, avec un plancher de 300 F. Les patrons se croyaient certainement quittes. Pourtant on a vite vu, à l'occasion des réunions d'information organisées par les syndicats, que le mécontentement n'était nullement désamorcé par ces 300 F.

C'est qu'au-delà de la question des salaires, un ras-le-bol s'est accumulé du fait de la détérioration continue des conditions de travail dans les ateliers. Ras le bol d'être traités comme des chiens par certains chefs, ras le bol de devoir toujours en faire plus alors qu'on n'a souvent même pas l'outillage nécessaire. Ras le bol de ne même pas pouvoir prendre quand on le souhaite nos jours de congé ou les jours de modulation, même ceux qui sont en principe à notre disposition dans l'accord des 35 heures. Ras le bol enfin de voir les jeunes

collègues intérimaires que l'on forme et que l'on intègre parmi nous être jetés du jour au lendemain (voire d'une heure à l'autre) à la porte comme des malpropres!

Jeudi 1<sup>er</sup> février, la CGT appelait à 14 heures les équipes à un débrayage pour faire entendre notre colère à la direction. Peu habitué à se faire dire ses quatre vérités, le directeur piqua alors sa crise, lançant élégamment à la cantonade: « S'il y en a qui sont trop cons pour rester à SKF alors que c'est si mal, qu'ils aillent voir ailleurs! ». Une demi-heure après, la grève était votée à la quasi-unanimité, avec l'objectif d'obtenir l'embauche des intérimaires, le départ des anciens en PRP à 55 ans, la renégociation de l'accord des 35 heures (signé il y a deux

ans par FO et CFDT) et l'alignement de la prime d'équipe sur celle que reçoivent les autres établissements du groupe. La grève allait durer cinq jours, et être suivie par l'immense majorité du personnel de production.

Pour le directeur, ça ne pouvait être qu'un coup fourré de la CGT, stimulée par sa récente progression aux élections professionnelles! Et puis, disait-il, pas question de négocier sous la pression. Comme si la pression, nous ne la subissons pas tous les jours, à l'atelier.

Lundi 5 février, il acceptait tout de même de rencontrer les syndicats, et annonçait l'embauche dans l'année de 40 intérimaires au lieu des 20 prévus. Des discussions avec les syndicats auront lieu sur d'éventuels aménagements à l'accord RTT.

Une dizaine de départs supplémentaires en préretraite sont accordés. Enfin une série de réunions par secteur auront lieu en présence des syndicalistes et de l'encadrement, pour tenter d'améliorer les relations.

Sur ce dernier point, l'essentiel dépendra bien sûr de notre capacité à nous faire respecter, et on compte bien que la solidarité forgée dans la grève nous y aidera.

Le 6 février la reprise a été décidée après que la CGT a organisé un vote à bulletins secrets. Les dirigeants du syndicat avaient annoncé qu'en dessous de 70% de partisans de la continuation, ils proposeraient l'arrêt de la grève, ce qu'ils firent, puisque la proposition de continuer n'obtint que 64%.

Chez les grévistes, l'état d'esprit était mitigé lors de la reprise: un peu amers de reprendre alors qu'une majorité de grévistes étaient prêts à continuer, mais contents d'avoir osé tenir tête aux patrons.

Haiti, le  
7 février 1991

# ARISTIDE ÉLU

**Le 7 février 1991, Jean Bertrand Aristide prenait ses fonctions de président de la République à Haïti. Cinq ans après la chute de Duvalier et de sa sanglante dictature, ce jeune prêtre incarnait l'espoir des couches les plus pauvres de la population. Il était connu comme un défenseur intransigeant des pauvres, et avait échappé à plusieurs attentats pour s'être opposé au retour des hommes de main de Duvalier, les sinistres « tontons macoutes », qui continuaient à sévir.**

## Le raz de marée électoral

Sa candidature surprise aux élections présidentielles du 16 décembre précédent avait transformé du tout au tout une campagne à laquelle la population pauvre restait jusqu'alors étrangère. Depuis qu'elle s'était soulevée pour renverser Duvalier, elle avait eu tout le temps d'être déçue par le régime qui lui avait succédé. Les chefs militaires avaient occupé l'un après l'autre le palais présidentiel : Namphy, Avril... Derrière eux, une armée rapace terrorisait la population. Chaque caserne était le centre d'une féodalité prospérant sur les trafics de drogue et les contrebandes en tout genre. Des bandes armées rivales, composées de militaires ou protégées par des officiers, assassinaient les militants et faisaient régner la peur dans les quartiers populaires. Dans les campagnes, les gros propriétaires continuaient à accaparer les terres et l'eau d'irrigation. Leurs groupes de nervis armés, souvent d'anciens macoutes, maintenaient les paysans dans une misère sans nom. Aussi, lorsque le dernier en

date des chefs militaires au pouvoir, Abraham, se décida sous la pression des États-Unis à donner enfin une façade parlementaire au régime, cela ne suscita guère d'enthousiasme parmi les travailleurs haïtiens. Ils connaissaient trop bien les leaders politiques qui entrèrent alors en scène, frétilants d'impatience d'accéder à leur tour à la mangeoire. Ils n'avaient absolument aucune illusion sur la capacité de ces gens-là à changer quoi que ce soit à leur sort. C'est l'extrême droite formée par les anciens macoutes qui commença à changer ce climat lorsqu'elle se constitua en parti et que son chef, l'ancien ministre de l'Intérieur de Duvalier, Roger Lafontant, se porta candidat au pouvoir. En effet, même déçue, la population pauvre de Haïti était sûre d'une chose : elle ne voulait pas du retour au pouvoir des macoutes. C'est à cette aspiration populaire que correspondit la candidature de Jean-Bertrand Aristide. Issu du peuple, il n'avait cessé de dénoncer les inégalités sociales, dans les dernières années du régime de Duvalier comme sous ses successeurs. Il s'était battu contre les anciens macoutes

qui continuaient à terroriser la population, et ceux-ci lui en avaient fait payer le prix. Lorsqu'il se présenta, il annonça que sa candidature déclencherait un véritable torrent, et ce fut le cas, du moins sur le plan électoral. La population pauvre se mobilisa en masse pour s'inscrire sur les listes électorales, pour assister à ses meetings, et même pour transformer ceux de ses rivaux en réunions pro-Aristide. Le jour du vote, ce furent les travailleurs qui empêchèrent les fraudes, et Aristide fut élu avec 67% des voix, six fois plus que son premier concurrent, Bazin, l'homme des États-Unis.

## La population descend dans la rue

Lafontant et ses hommes de main n'avaient pas l'intention de s'incliner et de laisser le pouvoir à Aristide, qu'ils haïssaient plus que tout. Le 7 janvier donc, avant même qu'Aristide prenne ses fonctions, ils firent une tentative de coup d'Etat. Ils espéraient que les chefs militaires, dont ils connaissaient les sympathies pour l'extrême droite, leur emboîteraient le pas. Mais dès l'annonce du coup d'Etat, les masses pauvres haïtiennes commencèrent à affluer vers le palais présidentiel, armées de ce qui leur tombait sous la main : machettes, couteaux, blocs de pierre. Elles isolèrent le Grand Quartier Général, bloquèrent le chemin de l'aéroport, et commencèrent à s'en prendre aux macoutes notoires avec une

violence supérieure même à celle qui avait provoqué la chute de Duvalier. C'est ce qui incita l'état-major, après de longues heures, à condamner le coup d'Etat et à mettre enfin des troupes en mouvement contre Lafontant et ses hommes. Les masses n'avaient pas attendu cette réaction. Elles s'étaient mobilisées dans la rue et, de fait, y avait remporté une victoire. Mais Aristide, lui, n'eut de cesse de valoriser le rôle de l'armée dans l'échec du coup d'Etat et de lui décerner des brevets de « sauveur de la démocratie ». Les manifestants furent priés de rentrer chez eux et de laisser la police nettoyer la ville des « pillards », souvent des habitants des quartiers pauvres qui s'en prenaient aux magasins des macoutes connus, ou qui continuaient à régler leur compte à ceux-ci. Et alors que ses partisans demandaient à Aristide de prendre la tête du pays tout de suite, celui-ci s'en garda bien et attendit l'échéance légale du 7 février.

## Aristide président désarme les travailleurs

La présidence d'Aristide ne dura que quelques mois. Dans la foulée de son attitude lors des événements du 7 janvier, il se fit le propagateur inlassable du « mariage armée-peuple ». Il ne chercha pas à préparer les pauvres à l'affrontement inévitable avec les militaires. Il ne voulut pas profiter de la sympathie dont il bénéficiait chez une partie

des soldats issus de la paysannerie pour s'appuyer sur eux contre leurs officiers d'extrême droite. Il s'évertua au contraire à expliquer qu'avec son élection, l'armée avait changé de nature et était désormais moins corrompue et plus respectueuse de la démocratie. Sur le plan économique, il ne fit rien non plus pour mettre fin aux criantes injustices sociales. Mais par contre, pour donner le change aux classes pauvres, il se répandit en discours incendiaires, réussissant à inquiéter les privilégiés qui le haïssaient sans pour autant donner aux pauvres des forces supplémentaires. Le 30 septembre 1991, Raoul Cédras, un de ces officiers soi-disant « démocrates et modernes » promus par Aristide, le renversa. Ce ne fut pas une simple démonstration militaire, mais un coup d'Etat sanglant où toute la population fut visée, et il fut suivi d'une répression massive. Aristide avait finalement joué le rôle qu'avait joué Allende au Chili, désarmer les travailleurs, mais il ne subit pas le même sort. Il s'en sortit vivant grâce aux ambassades occidentales. Les dirigeants américains estimaient qu'il pouvait resservir, et ce fut effectivement le cas. Devenu un instrument de l'impérialiste américain, il ne cessa de prôner la « réconciliation nationale » avec les bourreaux du peuple haïtien. Cela lui valut d'être ramené en Haïti trois ans plus tard par le corps expéditionnaire américain pour terminer son mandat.

Daniel MESCLA



Gamma

*La vie d'un révolutionnaire  
dans l'Indochine coloniale*

# AU PAYS DE LA CLOCHE FÊLÉE

de Ngo Van

**C'est de l'Indochine coloniale que nous parle Ngo Van dans ce livre, l'Indochine des années 1920-1930 où il a vécu et lutté, une Indochine bien oubliée aujourd'hui car on évite de parler du passé peu glorieux de la « présence française ». C'est ce qui rend ce témoignage plein d'intérêt.**

Ngo Van, issu d'une famille pauvre, révolté par la situation coloniale, est rapidement touché par les idées révolutionnaires qui, à la suite de la révolution russe, embrasent alors la Chine et gagnent la péninsule indochinoise. Il devient communiste. Lorsqu'en URSS la bataille éclate entre les dirigeants staliniens et l'opposition de gauche, il devient trotskyste, comme d'ailleurs la majorité des communistes indochinois.

Les années vingt et trente en Indochine sont des années d'effervescence révolutionnaire. Les masses entrent en lutte : paysans pauvres, ouvriers se révoltent, et ont à faire face à une féroce répression du pouvoir colonial : massacres, emprisonnements et déportations au tristement célèbre bagne de Poulo Condor, tortures, traque policière permanente contre les organisations communistes.

En 1936, la victoire du Front populaire et l'éclatement de la grève générale en France font naître parmi les masses indochinoises l'espoir d'une convergence entre la lutte du prolétariat en France et celle de ses frères coloniaux. Les dirigeants du Front populaire se chargent rapidement de montrer que d'eux, en tout cas, il n'y a rien à espérer. La politique du gouvernement Léon Blum s'inscrit, en Indochine comme en Algérie ou ailleurs, dans la pleine tradition coloniale. A la vague de grèves qui

gagne l'Indochine, le pouvoir dit « de Front populaire » répond par une répression toujours aussi dure.

Ngo Van ne fait pas dans ce livre, qui est un témoignage, une histoire politique de l'Indochine et du mouvement révolutionnaire dans ce pays durant cette période. Il donne seulement au passage son avis, par exemple, sur la politique menée par les différentes tendances trotskystes, dans ce pays où, fait exceptionnel à l'époque, les trotskystes disposaient dans le prolétariat d'une influence de masse, supérieure à celle des staliniens. Mais ce témoignage suffit à donner une idée de cette influence et des possibilités qu'elle ouvrait.

On voit ainsi à la fin du livre comment les dirigeants staliniens du VietMinh, le front nationaliste indochinois, en même temps qu'ils tentaient en 1945 de profiter de la fin de l'occupation japonaise pour imposer leur indépendance à l'impérialisme français, prenaient toutes les mesures pour s'opposer à toute lutte indépendante du prolétariat et pour éliminer tous les militants susceptibles de l'incarner, en particulier les trotskystes : l'indépendance que souhaitait le dirigeant stalinien vietnamien Ho Chi Minh, tout en se disant « communiste », c'était celle d'une Indochine nationaliste, mais bourgeoise.

Ngo Van dans un court préambule tire de cette expérience la conclusion

que toute organisation de type léniniste porte en elle « un embryon d'Etat » et donc d'oppression et déclare « rechercher de nouvelles perspectives révolutionnaires » remettant en cause les conceptions bolcheviques. Nous ne le suivons pas dans ces conclusions. Toute l'expérience historique – y compris celle de l'Indochine que relate Ngo Van – montre la nécessité pour la classe ouvrière, si elle veut arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie, de constituer pour cela des organisations de combat de ce type. Il faut savoir combattre les risques que cela comporte, mais l'absence de telles organisations, ou leur insuffisance, signifient en revanche une défaite certaine.

Cela n'ôte rien à la valeur

du témoignage de Ngo Van, qui reste profondément solidaire de l'expérience révolutionnaire indochinoise et évoque la mémoire de ses compagnons de combat, tombés victimes de la répression coloniale ou de celle des staliniens.

André FRYs

Au pays de la cloche fêlée, de Ngo Van, aux Editions l'Insomniaque – 240 pages

Pour tous ceux qui voudraient approfondir leur connaissance de cette période, signalons aussi son ouvrage qui en fait l'histoire politique : *Viet-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, aux Editions Nautilus, 448 pages, 120 F.

## LA VILLE EST TRANQUILLE

de  
Robert  
Guédiguian

Michèle travaille de nuit à la criée aux poissons ; son mari, chômeur et alcoolique, s'enivre de discours racistes entre deux pastis ; sa fille se prostitue pour acheter sa dose quotidienne de drogue et délaisse son enfant. Michèle s'en occupe avec amour et les sourires du bébé sont sa seule joie.

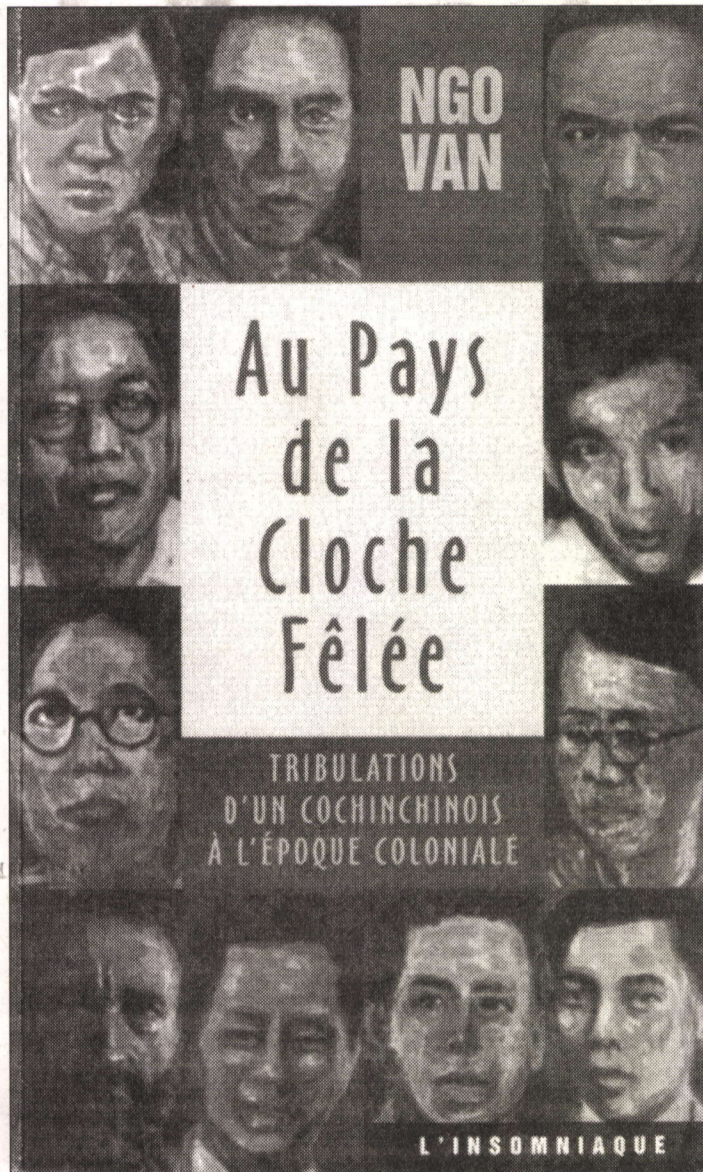
Paul, docker menacé de licenciement, baisse les bras, tourne le dos à la lutte collective, empoche la prime, s'endette et tente de s'établir artisan taxi. Un jeune Noir, récemment libéré de prison, s'efforce quant à lui de s'en sortir par la musique... avant d'être abattu par des colleurs d'affiches d'extrême droite.

Autant dire que ce film n'est pas une partie de plaisir, mais il assène un certain nombre de vérités. Ces vies brisées se croisent dans la ville de Marseille, mais elles pourraient le faire dans n'importe quelle autre ville. Car partout le chômage a plongé dans la misère et le désarroi toute une partie de la population laborieuse, a fragilisé des jeunes qui cherchent désespérément une issue, un avenir qui ne soit pas une plongée suicidaire.

Les vies que dépeint Guédiguian sont très sombres, mais au fond elles sont celles de millions de personnes. Si le metteur en scène est sensible aux souffrances des plus démunis, il semble n'entrevoir pour eux aucun avenir : les seules touches d'espoir qu'il accorde au spectateur se résument aux risettes du bébé et aux dons musicaux d'un petit Arménien qui étudie le piano à l'émerveillement de tous.

Mais par-delà les échecs qu'il décrit, ce film renforce la conviction qu'il faut abattre une organisation sociale qui engendre des situations aussi dramatiques et inhumaines.

Alain VALLER



Russie

Crise du pouvoir, « de l'énergie »...

# LE FROID ET LA GABEGIE TUENT

Nommé en mai dernier ministre russe de l'Energie, son premier hiver ministériel a été fatal à Alexandre Gavrine. Poutine vient de le limoger pour avoir laissé des gens mourir de froid, notamment dans la région du Primorié, face au Japon. Dans la foulée, il a « accepté » la démission du gouverneur local, Evguéni Nazdratenko, et lancé un avertissement à EES, le monopole russe de l'Energie, dont le chef est Anatoli Tchoubaïs, l'ex-monsieur Privatizations du clan Eltsine.

De la glace dans les habitations

Gavrine, Nazdratenko et Tchoubaïs sont trois des protagonistes de ce que la presse russe appelle la « crise des barons de l'énergie », un drame qui se joue aux sommets de la bureaucratie russe sur le dos de la population. Dans le Primorié, la situation a pris un tour aigu – la vie de toute une région se trouvant gelée depuis l'automne –, voire explosif, avec des manifestations dans les villes, des blocages massifs des voies ferrées, des tentatives de prise d'édifices officiels. C'est d'ailleurs cela qui a obligé le pouvoir central à ne plus faire semblant de l'ignorer.

Depuis novembre, la Russie extrême-orientale connaît une situation dramatique avec un hiver précoce rigoureux alors que fuel, électricité et gaz font défaut. Depuis, les médias ont montré des villages coupés de tout, sans éclairage ni chauffage ; des adultes se terrant chez eux car plus aucune entreprise ne fonctionne ; des enfants en vacances forcées à la maison, les maîtres ne voulant pas les accueillir dans des classes transformées en chambres froides. Dans les villes, dont Vladivostok la capitale régionale, le tableau est à peine moins effrayant : usines et services publics tournent au ralenti, quand ils fonctionnent. La température ne dépasse pas les 10-12 % dans les HLM qui sont « chauffées ». Dans les autres, le thermomètre ne décolle guère du zéro et les gens se réfugient dans leur cuisine. Un peu partout, le ravitaillement se faisant plus rare faute de carburant, malnutrition et

habitations de maintes régions, l'approvisionnement des centrales de chauffage urbain (un système que l'URSS avait généralisé) n'étant plus assuré régulièrement.

Les entreprises, non payées par l'Etat et leurs clients, se trouvent au bord de l'asphyxie financière, les administrations privées de subventions – car on a vidé les caisses de l'Etat –

qu'avant lui Eltsine. Il est censé éviter que la désintégration économique du pays n'empire et garantir quelques règles sociales communes, bref, faire respecter un minimum de lois. Mais il n'a même pas la force d'obliger les entreprises à payer leurs factures d'électricité car l'Etat central devrait pour cela forcer d'autres entreprises à régler leurs fournisseurs... alors

et de les accuser de couper le courant et le chauffage à la population, en expliquant qu'ils sont prêts à la laisser mourir de froid pour exporter leur précieuse énergie, contre devises sonnantes et trébuchantes. Quant à Tchoubaïs et compagnie, ils sont évidemment à l'origine des révélations de certains journaux concernant certains trafics des amis de Nazdratenko, lesquels avaient un monopole régional d'achat du fioul, fioul qu'ils revendaient au prix fort au cœur de l'hiver après avoir provoqué eux-mêmes la pénurie.

Car le pire est que, même dans cette Russie en pleine désorganisation, ce n'est pas un manque réel de produits énergétiques qui condamne nombre de gens à geler, et parfois à en mourir. C'est la décomposition des sommets dirigeants, leur avidité sans borne, leur rivalité aussi pour contrôler les sources d'enrichissement – et dans ce cas, celle qui oppose les dirigeants d'EES aux gouverneurs des régions, Nazdratenko n'étant pas le seul de son espèce à refuser de payer EES.

En fait Poutine n'a rien « tranché ». Nazdratenko a (été) démissionné... mais, dit le quotidien russe *Kommersant*, « le président l'autorise » à briguer sa propre succession. Même si Poutine voulait l'en empêcher, il n'en aurait ni les moyens juridiques ni surtout politiques comme le remarque toute la presse russe, car par l'intermédiaire de son clan il contrôle tout le Primorié. Et c'est cela, lui dont le slogan de la précédente élection était « La région, c'est moi », qui lui a permis depuis huit ans de tenir la dragée haute à Eltsine d'abord, à Poutine maintenant.

Comme avant lui Eltsine, Poutine aimerait faire respecter son autorité et voir les barons du régime s'y plier. Mais il ne le peut pas, même quand la rapacité de ces derniers fait planer une menace de mort sur nombre de gens. Alors Poutine tente de donner le change. Cette fois-ci, il a éjecté un ministre, celui de l'Energie promu... fusible.

Pierre LAFFITTE



Des passants regardent le corps d'une victime du froid, à Moscou le 28 décembre 2000. Ce jour-là on recensa, dans la capitale, 4 morts et 41 personnes durent être transportées dans des hôpitaux.

dénutrition font des ravages en fragilisant les plus vulnérables. Du coup – et les autorités se gardent bien de publier des statistiques précises – on ne compte plus ceux qui meurent de froid, chez eux ou dans la rue.

## Chaos économique...

Il n'y a là nul cataclysme naturel. De tels faits se reproduisant d'ailleurs depuis plusieurs années, et pas seulement dans des lieux éloignés de Moscou, puisque le journal *Kommersant* du 6 février rappelait qu'en Russie centrale, au climat plus clément, « en hiver, les habitants de la région de Samara gèlent » par la faute des autorités.

C'est toute la désorganisation économique et étatique générale consécutive à la disparition de l'URSS que reflète, à sa façon, le gel dans les

restent sans le sou et les unes comme les autres ne peuvent plus régler leurs factures d'électricité, de gaz et de fioul, ce qui entraîne la débâcle financière du secteur public chargé de fournir le pays en énergie. Depuis des années, celui-ci se débat dans un problème insoluble : il doit fournir de l'énergie à qui ne peut (et parfois ne veut) le payer, problème redoublé du fait que l'Etat s'avère incapable de remettre de l'ordre dans le pays. Au contraire, les différents secteurs de cet Etat sont directement responsables de l'instauration et de l'aggravation de ce chaos.

Car l'Etat, ou plutôt son appareil et les hommes qui le constituent, poursuit en la matière des buts tout aussi variés et contradictoires que les intérêts que cela recouvre.

Au sommet, Poutine se heurte au même problème

qu'elles trouvent leur compte à ne pas le faire en tant que clientes, tout en étant étranglées par ces mêmes agissements en tant que productrices. Et, soit dit en passant, l'Etat lui-même devrait s'obliger à s'acquitter de ses propres dettes (ce dont il n'a pas les moyens) pour éviter la faillite... de ses propres monopoles publics de l'énergie.

## ... et décomposition de l'Etat

A chaque niveau de la pyramide économique ou administrative, on retrouve le même cercle vicieux des égoïsmes rivaux des hommes de la bureaucratie russe. Dans le cas du Primorié, le gouverneur Nazdratenko a beau jeu de dénoncer la « mafia des énergétiques » (ceux qui tiennent EES, le monopole russe de l'Energie, à commencer par Tchoubaïs)